

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
	<i>I Communications</i>	
	Commission	
2000/C 184/01	Taux de change de l'euro	1
2000/C 184/02	Aides d'État — Invitation à présenter des observations en application de l'article 6, paragraphe 5, de la décision n° 2496/CECA de la Commission instituant des règles communautaires pour les aides à la sidérurgie, concernant l'aide C 25/2000 (ex N 145/99 à N 749/99) notifiée par l'Italie, en faveur des entreprises sidérurgiques CECA, Lucchini SpA et Siderpotenza SpA ⁽¹⁾	2
2000/C 184/03	Aides d'État — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, concernant l'aide n° C 15/2000 (ex N 638/99) — Régime modifié d'aides accordées sous la forme d'une réduction des cotisations sociales ⁽¹⁾	10
2000/C 184/04	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection	18
2000/C 184/05	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection ⁽¹⁾	20
2000/C 184/06	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection ⁽¹⁾	23
2000/C 184/07	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection ⁽¹⁾	24
2000/C 184/08	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection ⁽¹⁾	25
2000/C 184/09	Prolongation de la validité de l'encadrement communautaires des aides d'État en faveur de l'environnement ⁽¹⁾	25

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire (<i>suite</i>)	Page
2000/C 184/10	Avis d'ouverture d'un réexamen des mesures antidumping applicables aux importations dans la Communauté de télécopieurs personnels originaires de la République populaire de Chine, du Japon, de la République de Corée, de Malaisie, de Singapour, de Taïwan et de Thaïlande ⁽¹⁾	26
2000/C 184/11	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire COMP/M.1884 — Mondi/Frantschach/AssiDomän) ⁽¹⁾	28
2000/C 184/12	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire COMP/M.1982 — Telia/Oracle/Drutt) ⁽¹⁾	29
2000/C 184/13	Communication aux opérateurs du secteur de la banane	30

Avis (voir page 3 de la couverture)



⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

AVIS

Le 6 juillet 2000 paraîtra dans le *Journal officiel des Communautés européennes* C 187 A le «Catalogue commun des variétés des espèces agricoles — Quatrième complément à la vingt et unième édition intégrale».

Pour les abonnés, l'obtention de ce Journal officiel est gratuite à concurrence du nombre et de la (des) version(s) linguistique(s) de leur(s) abonnement(s). Ils sont priés de retourner le bon de commande ci-dessous, dûment rempli avec indication de leur numéro «matricule d'abonnement» (code apparaissant à gauche de chaque étiquette et commençant par: O/.). La gratuité et la disponibilité sont assurées pendant un an à compter de la date de parution du Journal officiel concerné.

Les intéressés non abonnés peuvent commander contre paiement ce Journal officiel auprès du bureau de vente compétent pour leur pays ou de l'Office des publications officielles des Communautés européennes, service «vente», L-2985 Luxembourg, qui transmettra au bureau de vente concerné.

BON DE COMMANDE

**Office des publications officielles
des Communautés européennes**

Service «vente»
2, rue Mercier
L-2985 Luxembourg

Je suis abonné au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Mon numéro de matricule est le suivant: O/.

Veuillez me faire parvenir l' (les) . . . exemplaire(s) gratuit(s) du **Journal officiel C 187 A/2000**, au(x)quel(s) mon (mes) abonnement(s) me donne(nt) droit.

Je commande, contre paiement, . . . **exemplaire(s) supplémentaire(s)**.

Langue(s):

Je ne suis pas abonné au *Journal officiel des Communautés européennes* et commande, contre paiement, . . . **exemplaire(s)**.

Langue(s):

Nom:

Adresse:

.....

Date: Signature:

I

(Communications)

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾**30 juin 2000**

(2000/C 184/01)

1 euro	=	7,4610	couronnes danoises
	=	336,83	drachmes grecques
	=	8,4210	couronnes suédoises
	=	0,6323	livre sterling
	=	0,9556	dollar des États-Unis
	=	1,4157	dollar canadien
	=	100,570	yens japonais
	=	1,5576	franc suisse
	=	8,1850	couronnes norvégiennes
	=	73,1033	couronnes islandaises ⁽²⁾
	=	1,5894	dollar australien
	=	2,0310	dollars néo-zélandais
	=	6,49808	rands sud-africains ⁽²⁾

⁽¹⁾ Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

⁽²⁾ Source: Commission.

AIDES D'ÉTAT

Invitation à présenter des observations en application de l'article 6, paragraphe 5, de la décision n° 2496/CECA de la Commission instituant des règles communautaires pour les aides à la sidérurgie, concernant l'aide C 25/2000 (ex N 145/99 a N 749/99) notifiée par l'Italie, en faveur des entreprises sidérurgiques CECA, Lucchini SpA et Siderpotenza SpA

(2000/C 184/02)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par la lettre du 26 avril 2000 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié, à l'Italie sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 6, paragraphe 5, de la décision n° 2496/96/CECA concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur les aides à l'égard desquelles la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction «Aides d'État II»
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 95 79]

Ces observations seront communiquées à l'Italie. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente des observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ

PROCÉDURE

Par lettre du 16 mars 1999, l'Italie a notifié à la Commission une aide relevant de l'article 3 (protection de l'environnement) de la décision n° 2496/96/CECA de la Commission du 18 décembre 1996 instituant des règles communautaires pour les aides à la sidérurgie ⁽¹⁾ (ci-après désignées par «code des aides à la sidérurgie»), octroyée en faveur de Lucchini SpA, pour des investissements dans son installation de Piombino (N 145/99).

Par lettre du 29 novembre 1999, l'Italie a notifié une nouvelle aide relevant de l'article 3 du code des aides à la sidérurgie en faveur de Lucchini SpA, Piombino et de Siderpotenza SpA, entreprise sidérurgique appartenant à la famille Lucchini (N 749/99).

DESCRIPTION DE L'AIDE

I. Lucchini SpA, Piombino

Le montant global de l'aide envisagée en faveur de l'usine de Piombino, dans les deux notifications, s'élève à 13,5 milliards de lires italiennes (6,8 millions d'euros) pour un investissement, considéré par les autorités italiennes comme ouvrant droit à une aide, de 190,9 milliards (98,58 millions d'euros). L'intensité de l'aide est d'environ 7 %.

Les deux aides notifiées sont censées contribuer à l'adoption de normes encore plus rigoureuses que les normes obligatoires, étant donné que toutes les anciennes installations satisfaisaient déjà à ces dernières avant que les investissements ne soient effectués. Elles s'inscrivent dans le cadre d'un programme d'investissement qui a commencé en 1998 et prévoyait le remplacement et la modernisation de l'ancien équipement à des fins de production.

L'investissement notifié concerne les installations suivantes:

Cokerie: deux notifications, pour un coût total de 38,7 milliards de lires italiennes, la première portant sur 22 milliards, la seconde sur 16,7 milliards.

Système d'approvisionnement et d'évacuation d'eau: l'investissement notifié s'élève à 19,7 milliards de lires. Il concerne une adaptation importante (40 % environ) du système actuel d'approvisionnement et d'évacuation d'eau qui se traduira par un remplacement partiel de l'eau de mer par de l'eau de ville.

Haut fourneau: l'investissement notifié s'élève à 37,7 milliards de lires italiennes.

Acieries: l'investissement notifié s'élève à 92,8 milliards de lires italiennes et représente 58 % environ de la totalité de l'investissement dans ces installations.

Selon les autorités italiennes, une petite fraction seulement de cet investissement dans l'aciérie influe sur les coûts de production en contribuant à des économies d'énergie. Pour calculer les coûts admissibles, les autorités italiennes déduisent cette économie sur 6,66 années et ajoutent le coût de l'amortissement durant cette même période de 6,66 ans au coût initial de l'investissement.

II. Siderpotenza

Dans leur dernière lettre qui comportait des informations supplémentaires, les autorités italiennes ont retiré trois projets. Il en reste trois autres pour un montant total de 5,9 milliards de lires italiennes. Ces projets concernent l'installation d'extraction des fumées d'aciérie (4 milliards); les brûleurs et le système de postcombustion (1 milliard) ainsi qu'un nouveau système de chargement du train de laminage (910 millions). Les investissements ont été notifiés comme permettant d'atteindre des normes encore plus rigoureuses que les normes obligatoires auxquelles satisfont déjà les installations existantes.

⁽¹⁾ JO L 338 du 28.12.1996, p. 42.

L'aide envisagée s'élève à 1,3 milliard de liras italiennes, ce qui représente une intensité d'aide de 22,33 %.

APPRÉCIATION DE L'AIDE

Base juridique

L'article 3 du code des aides à la sidérurgie prévoit que les entreprises sidérurgiques peuvent recevoir des aides pour des investissements en faveur de la protection de l'environnement. Les conditions auxquelles ces aides peuvent être considérées comme compatibles avec le marché commun figurent dans l'annexe de ce code ainsi que dans l'encadrement communautaire des aides d'État pour la protection de l'environnement ⁽²⁾.

Les dossiers

1. Lucchini, Piombino

Dans ce dossier, l'élément fondamental est la question de savoir si l'investissement ouvre droit à une aide pour la protection de l'environnement. À cet effet, il est capital de connaître la raison pour laquelle l'investisseur a décidé d'effectuer ces investissements, étant donné que l'annexe du code des aides à la sidérurgie exclut les investissements effectués pour des raisons économiques.

Les investissements notifiés font partie d'un programme d'investissement de plus grande ampleur, entrepris par Lucchini pour moderniser ses installations de production et en atténuer l'impact sur l'environnement. Toutes les installations qui bénéficient des nouveaux investissements étaient très anciennes. Les autorités italiennes ont indiqué que la durée de vie utile des différentes installations était d'au moins 25 %, comme l'exige le code des aides à la sidérurgie pour que ces investissements ne puissent pas être considérés comme ayant été imposés par l'âge de l'équipement. Ce point peut être contesté. Toutefois, et l'argument est plus important, ces mêmes autorités ont indiqué que les installations étaient obsolètes et qu'elles ne permettaient pas de répondre de manière adéquate aux nouvelles exigences en matière de production et d'environnement ainsi que dans le domaine social.

Un premier examen des informations présentées amène à conclure que les investissements ont été effectués, avant tout, pour des raisons économiques et que c'est uniquement pour la raison qu'ils devaient obligatoirement s'accompagner d'améliorations sur le plan de l'environnement, que ces améliorations ont été apportées. Même si les investissements notifiés ne sont pas directement liés à un nouvel équipement de production, ils auraient été nécessaires pour assurer la pérennité des investissements visant à la modernisation et à l'extension des installations de production ou pour permettre de répondre à la nouvelle capacité de production installée.

En fait, les autorités italiennes n'ont pas apporté la preuve que les investissements ont été effectués pour des raisons environnementales et non pour des raisons économiques. En outre, lorsqu'il y a eu remplacement des équipements ou des installations, les informations fournies n'apportent pas non plus la preuve que l'investisseur avait pris clairement la décision d'opter pour des normes plus élevées nécessitant des investissements supplémentaires, ce qui signifie qu'il existait une solution moins coûteuse qui aurait satisfait aux normes légales. Selon l'annexe du code des aides à la sidérurgie, lorsque des investissements sont effectués pour des raisons économiques ils ne peuvent ouvrir droit à l'octroi d'une aide en faveur de la protection de l'environnement; quand bien même ils auraient

été effectués uniquement à des fins de protection de l'environnement, la Commission doute que les investissements notifiés ouvrent droit à une aide.

Indépendamment de cette remarque générale, qui vaut pour tous les investissements et impliquerait que les investissements n'ouvriraient pas droit à une aide en faveur de la protection de l'environnement, l'appréciation de l'aide sur la base des règles applicables révèle également certains problèmes:

En ce qui concerne la cokerie, le haut fourneau et l'aciérie, il n'est pas certain que tous les investissements n'aient pas d'effet sur la production. Pour ce qui est de la cokerie, on peut également se demander, en se basant sur ce qu'ont notifié les autorités italiennes, si les améliorations dans le domaine de la protection de l'environnement peuvent être considérées comme «significatives», notamment lorsque l'on compare les résultats obtenus à la fin de chaque stade de l'investissement à la situation antérieure. En ce qui concerne l'aciérie, le calcul des coûts admissibles effectué par les autorités italiennes pour cet investissement est également contestable.

2. Siderpotenza

Certains investissements semblent avoir été effectués pour des raisons économiques, c'est-à-dire pour moderniser et rationaliser la production. Les autorités italiennes l'ont déjà admis pour une partie des investissements antérieurement notifiés, et elles ont retiré trois projets. Toutefois, pour les investissements restants, bien que la Commission admette, à ce stade, que tous les investissements dans l'installation d'extraction des fumées aient été effectués à des fins environnementales et qu'ils n'aient pas d'effet sur la production, ce n'est pas le cas des investissements concernant le laminoir. En effet, ces investissements se rapportent directement à un processus de production et il semble qu'ils aient été effectués non pas pour des raisons environnementales, mais plutôt pour optimiser ce processus. Leur incidence sur l'environnement paraît être le résultat indirect des améliorations de la production et, même dans ce cas, il semble que l'impact concerne principalement les conditions de santé et de sécurité des travailleurs et non pas l'environnement en tant que tel. Par conséquent, la Commission doute que l'investissement ouvre droit à une aide puisqu'il aurait été effectué pour des raisons économiques, et en tout état de cause, elle s'interroge sur l'admissibilité de tous les coûts car il y a lieu d'exclure tous ceux ne relevant pas de la protection de l'environnement.

En outre, et de manière générale, le niveau d'aide envisagé pour tous les projets (22,33 %) ne semble pas proportionné à l'amélioration de la protection de l'environnement et à l'investissement nécessaire pour y parvenir, comme l'exige l'encadrement. En fait, bien que l'aide envisagée soit très proche du maximum d'aide autorisé (30 %), les autorités italiennes n'ont pas justifié pleinement son niveau. Bien qu'elle soit importante, la réduction de la pollution obtenue tant dans l'installation d'extraction des fumées (qui se traduit pour l'essentiel par un blocage de 30 % de la poussière) et dans l'installation de post-combustion (une réduction d'environ dix points de pourcentage de l'oxyde de carbone dans les fumées), ne semble pas justifier le niveau de l'aide envisagée, pour la raison notamment que, pour ouvrir d'emblée droit à une aide, les investissements en question devraient se traduire par des niveaux plus élevés de protection de l'environnement. Il importe donc de fournir davantage d'informations sur le niveau effectif de l'amélioration de l'environnement. En outre, étant donné la modicité relative des investissements (2,57 millions d'euros seulement pour les deux premiers projets), on peut se demander si le montant d'aide envisagé est bien nécessaire.

⁽²⁾ JO C 72 du 10.3.1994, p. 3.

TEXTE DE LA LETTRE

«La Commissione informa l'Italia che, dopo aver esaminato le informazioni fornite dalle autorità italiane in merito all'aiuto succitato, ha deciso di avviare il procedimento previsto dall'articolo 6, paragrafo 5, della decisione 2496/96/CECA della Commissione, del 18 dicembre 1996, recante norme comunitarie per gli aiuti a favore della siderurgia⁽³⁾ (in appresso denominata Codice degli aiuti alla siderurgia) nei confronti dell'aiuto notificato dall'Italia in favore delle succitate società siderurgiche CECA.

Procedimento

N 145/99

Con lettera datata 16 marzo 1999, l'Italia ha notificato alla Commissione, ai sensi dell'articolo 3 del codice degli aiuti alla siderurgia (protezione dell'ambiente), un aiuto in favore di Lucchini SpA per investimenti realizzati presso lo stabilimento di Piombino. La Commissione ha chiesto informazioni complementari con lettere datate rispettivamente 19 aprile 1999 e 17 gennaio 2000, cui ha ricevuto risposta il 6 dicembre 1999 e l'8 marzo 2000.

N 749/99

Con lettera datata 29 novembre 1999, l'Italia ha inoltre notificato un aiuto, ai sensi dell'articolo 3 del codice degli aiuti alla

siderurgia, in favore di Lucchini SpA, stabilimento di Piombino, e di Siderpotenza SpA, una società siderurgica appartenente alla famiglia Lucchini. La Commissione ha chiesto informazioni complementari con lettera datata 19 gennaio 2000, alla quale ha ricevuto risposta in data 8 marzo 2000.

Descrizione dettagliata dell'aiuto

I. *Lucchini SpA, stabilimento di Piombino*

a) *Gli investimenti*

Gli aiuti notificati in favore di Lucchini SpA, stabilimento di Piombino, riguardano investimenti realizzati dalla società che, secondo le autorità italiane, contribuiscono a migliorare notevolmente la tutela dell'ambiente. Si tratta di investimenti relativi agli impianti di cokeria (entrambe le notifiche), produzione ghisa (altoforno), produzione acciaio (acciaieria), aspirazione fumi dell'acciaieria (tutti nella prima notifica), nonché all'impianto idrico e fognario (ultima notifica). Il costo totale dell'investimento notificato, considerato ammissibile dalle autorità italiane, ammonta a 190,9 miliardi di ITL (98,58 milioni di EUR). L'aiuto prospettato ammonta a 13,5 miliardi di ITL (6,98 milioni di EUR), pari ad un'intensità di aiuto del 7%.

Gli investimenti notificati possono essere riassunti come segue:

	<i>(in milioni di ITL)</i>
A. Notifica N 145/99	152 527
1. Impianto di cokeria	22 062
di cui:	
— nuovo trasporto fossile con nastro ecologico	3 000
— caricatrici ecologiche (carica forni)	5 000
— sigillatura a mezzo saldatura speciale ceramica celle forni	4 241
— nuove porte delle celle coke per impedire uscita di gas	2 488
— dispositivi automatici per raschiatura catrame su sfornatrici coke	2 100
— cabina elettrica supplementare per evitare danni ambientali per mancanza di energia elettrica	1 767
2. Impianto altoforno	37 705
di cui:	
— macchine tappatrici e foratrici per eliminazione tappi di catrame	2 968
— loppa: macchinari per INBA e ciminiera per captazione vapore	6 138
— abbattimento polveri gas con torre di lavaggio acqua polverizzata	6 303
— convogliatori e nastri trasportatori per diminuzione polverino	7 730
— nuovo sistema di raccolta polverino e macinazione fossile	6 676
— scaricatore CSU 2 500 tonnellate con tramoggia raccolta antipolvere (quotaparte del costo complessivo)	3 500

⁽³⁾ GU L 338 del 28.12.1996, pag. 42.

3. Impianto acciaieria	14 060
di cui:	
— nuovo impianto ferro leghe con cappe e nastri chiusi	5 000
— nuova postazione di desolforazione ghisa altamente ecologia	6 980
— nuovo postazione rasatura ghisa per miglioramento ambiente	1 300
4. Impianto aspirazione fumi in acciaieria	78 700
— cappe raccolta impianto raffreddamento complete di elettrofiltri e impianto ausiliario di complemento altamente ecologico per aspirazione fumi in acciaieria del costo totale di 6 000 milioni di ITL	71 700
— ventilatore	7 000
B. Notifica N 749/99	38 358
1. Impianto di cokeria	16 678
di cui:	
— adeguamento piano di carico batteria da 27 forni della cokeria	7 678
2. Impianto idrico e fognario	19 680
di cui:	
— impianto idrico per prelievo da depuratore comunale dell'acqua corrente per il funzionamento di rete e accessori	1 500
— isola sud per colate continue n. 1 e n. 2	3 640
— isola ovest (treno laminazione per rotaie, colata continua n. 3, impianto degasaggio acciaio)	3 640
— isola cokeria	2 000
— isola colata continua n. 4	1 000
3. Progettazione e opere murarie	2 000

b) Giustificazione degli investimenti

Secondo le informazioni fornite dalle autorità italiane, gli investimenti notificati rientrano in un programma globale, coerente con la strategia generale di Lucchini, che può essere riassunto come segue:

- a) miglioramento della capacità di competizione, perseguito attraverso la concentrazione dei volumi di produzione nei siti a più alta efficienza competitiva (Piombino), quindi senza aumento dei volumi totali di prodotto, la qualificazione del mix di prodotto, ottenendone l'aumento di redditività e rendendo i siti produttivi redditizi anche in periodi di congiuntura negativa;
- b) riduzione dell'impatto ambientale dei siti produttivi, tenendo conto in particolare dei vincoli ai quali sono assoggettati insediamenti produttivi «storici», per la compenetrazione o estrema vicinanza con i centri abitati densamente popolati, come appunto il caso dello stabilimento di Piombino.

Gli investimenti a Piombino sono mirati più specificamente alla riduzione dei livelli di inquinamento in rapporto ai valori già raggiunti nella situazione precedente, conformi alle leggi vigenti, considerato il contesto abitativo nel quale è inserita l'acciaieria e, allo stesso tempo, alla riqualificazione e alla riorganizzazione produttiva dello stabilimento, attraverso innovazioni

di processo e di prodotto. Le autorità italiane informano, a questo proposito, che i due elementi del programma — ambientale e di riorganizzazione produttiva — sono diversi come finalità e quindi anche come struttura.

Le misure ambientali rappresentano il 23,6 % dell'investimento nell'alto forno e il 57,9 % nell'acciaieria. D'altro lato, l'investimento nel sistema idrico e fognario modifica per il 40 % il sistema esistente.

Le autorità italiane informano inoltre che i risultati degli interventi ambientali consentiranno la coesistenza della realtà siderurgica e quindi della relativa occupazione con la realtà sociale circostante, fatto particolarmente importante in quanto lo stabilimento di Piombino è inglobato in un centro densamente abitato.

Sempre secondo le autorità italiane, i programmi di investimento non sono stati decisi per motivi di vetustà degli impianti, ma per obsolescenza, in quanto non erano più pienamente rispondenti alle esigenze produttive e, soprattutto, per migliorare il livello di compatibilità ambientale. Secondo la perizia trasmessa alla Commissione, la durata di vita residua degli investimenti a fini ambientali corrisponde alla durata di vita residua degli impianti presso i quali sono realizzati, dato che costituiscono la sostituzione, l'integrazione e la modifica di

una parte dei componenti degli impianti di produzione. Si ritiene che tale dato sia pari ad almeno il 25 % per tutti gli impianti, il che significa che la durata di vita dell'impianto di cokeria sarebbe di almeno 36 anni, quella dell'acciaieria di almeno 36 anni e quella dell'altoforno di 27 anni.

c) *Effetto degli investimenti sull'ambiente*

Le autorità italiane hanno informato la Commissione che gli investimenti realizzati avranno il seguente effetto rispetto alle norme in materia di protezione dell'ambiente:

1. QUADRO EMISSIONI CONVOGLIATE IN COCKERIA E NELLE CENTRALI TERMICHE DI STABILIMENTO

Descrizione	Portata fumi (Nm ³ /h)	Altezza camino (m)	Inquinanti	Norma	Emissioni prima dell'investimento (mg/Nm ³)	Emissioni dopo il primo investimento (mg/Nm ³)	Emissioni dopo l'ultimo investimento
Batteria 30 e 43 forni	121 000	75	Polveri	100	< 100	80	70
			SO ²	800	750	720	700
			NO ²	600	580	500	500
			IPA	0,1	< 0,1	0,05	0,045
Batteria 27 forni (a gas afo + gas coke)	35 000	76	Polveri	100	< 100	80	70
			SO ²	800	750	720	700
			NO ²	600	580	500	500
			IPA	0,1	< 0,1	0,05	0,045
4 centrali termiche	567 000 complessiva	31,5/130	Polveri	50	50	50	45
			SO ² : gas nat. + Gascoke	1 700	1 700	1 700	1 500
			SO ² : gas nat. + Gascoke + gas afo	800	800	800	750
			Gas altoforno	650	650	650	650
			NO ²				

2. QUADRO EMISSIONI ALTOFORNO

Descrizione	Portata fumi (Nm ³ /h)	Altezza camino (m)	Impianto abbatt.	Emissioni in mg/Nm ³		
				Norma	Prima	Dopo
Depurazione fumi campo di colata ghisa	700 000	45	Filtri a maniche	50	50	20
Depurazione fumi primari altoforno	550 000	30	Filtri a maniche	50	50	10

3. QUADRO EMISSIONI ACCIAIERIA

Descrizione	Portata fumi (Nm ³ /h)	Altezza camino (m)	Impianto abbatt.	Emissioni polveri in mg/Nm ³		
				Norma	Prima	Dopo
Fumi primari convertitori (prima)	120 000	50	Wet a umido	50	50	
Fumi primari convertitori (dopo)	67 400	40	Dry a secco	50		20
Depolverazione secondaria (prima)	280 000	21	Bag house	50	30	
Depolverazione secondaria (prima)	290 000	27	Filtri a maniche	50	25	
Nuova depolverazione secondaria (dopo)	1 050 000	40	Filtri a maniche	50		10

4. IMPIANTO IDRICO E FOGNARIO

Il sistema esistente è in accordo con le norme vigenti. Per il raffreddamento indiretto si utilizza acqua di mare che quindi, secondo le norme, è restituita al mare senza modifica del contenuto di solidi sospesi, sostanze chimiche o altro. Per quanto riguarda le temperature di scarico, le norme prescrivono che le acque restituite al mare non superino i 35 °C e che l'incremento di temperatura del medesimo non superi i 3 °C, oltre i 1 000 metri di distanza dal punto d'immissione.

Prima dell'investimento, la portata di acqua di mare impiegata nel raffreddamento indiretto, nello stabilimento, era di circa 2 700 m³/ora. Dopo l'intervento, vi sarà una forte diminuzione (circa il 50 %) di acqua prelevata dal mare e ivi reimpressa, corrispondente alla maggiore portata di circuito chiuso e di acqua depurata, prelevata a valle del depuratore comunale e impiegata nel raffreddamento indiretto. Malgrado il fatto che la temperatura dell'acqua reimpressa resterà immutata, il livello d'inquinamento termico del mare diminuirà proporzionalmente alla differenza di acqua di mare reimpressa.

d) **Risparmio in termine di costi di produzione derivanti dagli investimenti**

Le autorità italiane comunicano che, di tutti gli investimenti notificati, soltanto una piccola parte dell'investimento nell'impianto acciaieria (6 miliardi di ITL) ha un effetto positivo sui costi di produzione dello stabilimento grazie ai risparmi energetici che consente.

Si tratta, più precisamente, dei seguenti investimenti:

(in milioni di ITL)

1. Adeguamento dell'impianto aspirazione fumi dello stabilimento	3 980
2. Installazione di un nuovo sistema di bruciatori post combustori	1 000
3. Macchine e impianti per collegamento tra colata continua e forno di laminazione per infornare le billette provenienti dalla colata continua	910

b) **Giustificazione degli investimenti**

Le autorità italiane fanno presente che, attualmente, gli impianti esistenti sono in accordo con le norme vigenti e che i nuovi investimenti sono realizzati per consentire un ulteriore miglioramento dei livelli d'inquinamento.

c) **Effetto degli investimenti sull'ambiente**

Le autorità italiane informano che gli effetti ambientali degli investimenti notificati sono i seguenti:

1. **Impianto aspirazione fumi dell'acciaieria**

L'investimento aumenta l'efficienza dell'impianto di aspirazione (coolers e filtri a maniche) attraverso una preseparazione delle particelle grossolane nella batteria di cicloni e migliora l'impatto ambientale. L'inserimento dei cicloni, grazie alla modifica delle tubazioni di adduzioni, ha consentito di bloccare circa il 30 % del totale delle polveri abbattute dell'impianto fumi (circa 12,5-13,0 kg/t).

Il risparmio energetico si ottiene recuperando il calore che l'acqua di raffreddamento asporta dai fumi, circolando nei tubi che costituiscono la cappa, che funziona, quindi, da caldaia a recupero producendo vapore per usi tecnologici in stabilimento. Il risparmio energetico, rispetto alla situazione prima dell'investimento, è costituito dall'energia associata al combustibile (gas naturale), prima necessaria per produrre il vapore in una caldaia tradizionale.

Le autorità italiane quantificano i risparmi realizzati nell'arco di 6,66 anni, periodo che corrisponde al periodo di ammortamento previsto per quell'impianto secondo il decreto ministeriale del 31 dicembre 1998. Quindi, per calcolare il costo dell'investimento ammissibile dell'aiuto, sommano al costo iniziale i costi di ammortamento dell'investimento e detraggono i risparmi realizzati durante tale periodo.

II. *Siderpotenza SpA*

a) **Gli investimenti**

Gli aiuti notificati in favore di Siderpotenza SpA inizialmente riguardavano sei progetti d'investimento che, secondo le autorità italiane, contribuiscono a migliorare notevolmente la protezione dell'ambiente. Tuttavia, nell'ultima lettera contenente informazioni supplementari le autorità italiane hanno ritirato tre progetti. I tre progetti residui, che rappresentano un costo totale di 5,9 miliardi di ITL (3,4 milioni di EUR), riguardano l'impianto di aspirazione fumi dell'acciaieria, l'impianto di post combustione e un nuovo sistema di carica diretta del laminaio. L'aiuto proposto ammonta a 1,3 miliardi di ITL (0,68 milioni di EUR) pari ad un'intensità di aiuto del 22,33 %.

Lo sporcamento dei tubi dei coolers è stato ulteriormente ridotto grazie all'installazione di un impianto di emissione di «infrasuoni» che evita la coalescenza del materiale contro le pareti dei tubi stessi. È stata inoltre potenziata l'aspirazione di fumi primari con l'aumento della sezione di passaggio del pipe-to-pipe da forno ad impianti di abbattimento e in particolare con l'inserimento di una camera polveri più ampia (rapporto 1:3,8 con la precedente). Complessivamente, il diametro della sezione di passaggio dei fumi primari è stato portato a 2 000 mm rispetto al valore originario di 1 600 mm.

2. **Impianto di post combustione**

L'investimento è mirato ad ottenere la combustione completa del CO e CO₂ all'interno del forno, riducendo la presenza di CO incombusto all'uscita del forno, con conseguente riduzione della temperatura media dei fumi primari. Di conseguenza, il valore di CO rilevato nei fumi è stato sensibilmente ridotto da 35-40 % a 25-30 %.

3. Piano di carica del laminatoio

L'investimento è mirato a:

- ridurre la dispersione di calore complessivo (- 20 %) utilizzando direttamente billette calde provenienti dalla CC, attraverso una via a rulli pivotante raffreddata;
- bruciare meno metano (da 32 m³/t infornata a 26 m³/t infornata) nel forno di riscaldamento del laminatoio;
- ridurre il CO immesso in atmosfera da camino, grazie alla riduzione del CH₄ necessario;
- ridurre in modo sostanziale la quantità di scaglia da smaltire in virtù di una riduzione delle variazioni di temperatura superficiale della billetta.

d) Risparmi in termini di costi di produzione derivanti dagli investimenti

Le autorità italiane sostengono che gli investimenti in Siderpotenza SpA non hanno alcun effetto sui costi di produzione. Esse hanno fatto presente che gli investimenti nel laminatoio non migliorerebbero la produttività delle due unità di produzione, data l'esistenza di strozzature in altri punti della catena di produzione.

Valutazione dell'aiuto

Base giuridica

Il codice degli aiuti alla siderurgia prevede, all'articolo 3, la possibilità che le società siderurgiche beneficino di aiuti destinati ad investimenti ecologici. Le condizioni richieste affinché tali aiuti siano considerati compatibili sono stabilite nell'allegato del codice degli aiuti alla siderurgia e nella disciplina comunitaria degli aiuti di Stato per la tutela dell'ambiente⁽⁴⁾ (in appresso denominata «disciplina»).

- a) Secondo la succitata disciplina, gli aiuti manifestamente destinati a misure di tutela ambientale, ma che di fatto costituiscono aiuti di carattere generale, non rientrano nella disciplina stessa. I costi ammissibili devono limitarsi strettamente ai costi d'investimento aggiuntivi necessari per conseguire gli obiettivi di protezione ambientale⁽⁵⁾.

Sempre secondo la disciplina succitata (punto B, primo paragrafo), gli aiuti a favore di investimenti che consentono di raggiungere livelli di protezione dell'ambiente significativamente superiori a quelli previsti dalle norme vigenti possono essere autorizzati a concorrenza di un livello massimo del 30 % lordo dei costi ammissibili.

- b) In base all'allegato al codice degli aiuti alla siderurgia, nel caso di aiuti diretti ad incoraggiare le imprese a migliorare in modo significativo la tutela dell'ambiente, si applicano le seguenti condizioni:

- 1) la Commissione analizzerà il contesto economico ed ambientale di decisione di procedere alla sostituzione d'impianti o attrezzature in servizio. In linea di massima, una decisione di procedere ad un nuovo investimento, che sarebbe comunque stata presa per ragioni economiche o tenuto conto dell'età dell'impianto o delle attrezzature

esistenti, non potrà beneficiare di aiuti. Perché il nuovo investimento possa beneficiare di un aiuto, l'impianto o le attrezzature esistenti sostituiti dovranno avere una durata di vita residua significativa (almeno il 25 %);

- 2) l'investitore dovrà dimostrare di avere chiaramente deciso di scegliere livelli di tutela ambientale superiori implicanti investimenti addizionali, vale a dire che una soluzione a costi inferiori avrebbe permesso di soddisfare le nuove norme ambientali;
- 3) sarà detratto qualsiasi vantaggio in termini di riduzione dei costi di produzione.

I casi di specie

I. Lucchini, Piombino

L'elemento fondamentale ai fini della valutazione dell'aiuto accordato all'impresa in questione è l'immissibilità dell'investimento ad aiuti ambientali. In tale contesto, è determinante la ragione per la quale l'investitore ha deciso di realizzare l'investimento, giacché l'allegato al codice degli aiuti alla siderurgia esclude gli investimenti effettuati per ragioni economiche.

Tutti gli impianti oggetto dei nuovi investimenti erano molto vecchi. Le autorità italiane hanno comunicato che la vita residua dei vari impianti era pari ad almeno il 25 %, come previsto nel codice degli aiuti alla siderurgia affinché si possa considerare che gli investimenti non sono realizzati a causa dell'età degli impianti. Tale punto è controverso. Fatto più importante è tuttavia che, come comunicato dalle autorità italiane, gli impianti erano obsoleti: le autorità italiana dichiarano infatti che essi non erano conformi ai nuovi requisiti sociali, ambientali e di produzione.

La società Lucchini ha deciso di realizzare un programma globale di modernizzazione concentrando parte della sua produzione a Piombino e, tenuto conto dell'elevata densità della popolazione della città, sembra che detti investimenti non avrebbero potuto avere luogo se non fosse stato migliorato il livello di protezione dell'ambiente. Infatti le autorità italiane affermano che «i risultati che si otterranno a seguito della parte ambientale degli investimenti consentiranno la coesistenza della realtà siderurgica, e quindi della relativa occupazione, con la realtà sociale circostante».

Una prima valutazione delle informazioni fornite induce a concludere che gli investimenti sono stati realizzati, innanzitutto, per ragioni economiche e che in ogni caso non avrebbero potuto essere realizzati senza i miglioramenti ambientali, che di conseguenza si sono rivelati indispensabili. Anche laddove non siano direttamente connessi al nuovo impianto di produzione, gli investimenti notificati sarebbero stati necessari per garantire la perennità degli investimenti ai fini della modernizzazione/espansione degli impianti di produzione o per poter rispondere alla nuova capacità produttiva installata.

In realtà, le autorità italiane non hanno dimostrato che gli investimenti sono stati realizzati per motivi ambientali e non per ragioni economiche. Inoltre, dove si è trattato di sostituire impianti/installazioni, secondo le informazioni fornite, l'investitore non ha dimostrato di avere chiaramente deciso di scegliere livelli di tutela ambientale superiori implicanti investimenti addizionali, vale a dire che una soluzione a costi inferiori avrebbe permesso di soddisfare le nuove norme ambientali. Poiché, secondo l'allegato al codice degli aiuti alla siderurgia, gli investimenti effettuati per ragioni economiche non sono ammissi-

⁽⁴⁾ GU C 72 del 10.3.1994, pag. 3.

⁽⁵⁾ Cfr. punto 3.2.1 della disciplina.

bili ad aiuti ambientali, quant'anche siano effettuati unicamente a fini di tutela dell'ambiente, la Commissione dubita che gli investimenti notificati possano beneficiare di aiuti a tale titolo.

A prescindere da questa osservazione generale, che si applica a tutti gli investimenti nel caso di specie e che ne comporterebbe la loro non ammissibilità ad aiuti ambientali, la valutazione dell'aiuto in base alle norme vigenti solleva comunque problemi, più precisamente:

Per quanto concerne l'impianto di cokeria, l'altoforno e l'acciaieria, ci si può chiedere se gli investimenti nel loro complesso non producano effetti sulla produzione. È dubbio, infatti, che, tra l'altro, gli interventi riguardanti il nuovo sistema di trasporto del fossile con nastro ecologico, le caricatrici dei forni, la sigillatura a mezzo saldatura speciale ceramica delle celle dei forni, le nuove porte delle celle coke, una cabina elettrica supplementare e gli adeguamenti al piano di carico batteria da 27 forni della cokeria, per l'impianto cokeria, rappresentino investimenti mirati unicamente alla protezione dell'ambiente e non abbiano alcun effetto sul processo di produzione. D'altronde, anche per quanto concerne gli investimenti relativi all'altoforno, sorgono dubbi in merito alla quota-parte dell'investimento complessivo dello scaricatore CSU, oltre che in merito ai macchinari per INBA e alle ciminiere per captazione polvere, ai nuovi convogliatori e nastri trasporti e al nuovo sistema di raccolta polverino e macinazione fossile. Gli stessi dubbi esistono in relazione agli investimenti nell'acciaieria, più precisamente per quanto riguarda il nuovo impianto ferro-leghe con cappe e nastri chiusi, la nuova postazione di desolfurazione ghisa e la nuova postazione rasatura ghisa. Giacché la disciplina esplicitamente esclude dai costi ammissibili i costi d'investimento non connessi alla tutela dell'ambiente, la Commissione dubita che tutti i costi d'investimento notificati siano ammissibili ad aiuti ambientali.

Anche per quanto riguarda l'impianto cokeria, si può dubitare che i miglioramenti conseguiti in materia di protezione dell'ambiente siano «significativi», soprattutto se si considerano i risultati ottenuti alla fine di ciascuna fase dell'investimento, come risulta dalla notifica delle autorità italiane. Poiché sia la disciplina succitata che l'allegato al codice degli aiuti alla siderurgia autorizzano la concessione di aiuti alle imprese siderurgiche, purché siano diretti ad incoraggiarle a migliorare in modo significativo la tutela dell'ambiente, l'incertezza sul fatto che gli investimenti notificati producano o meno simile effetto, ne pone in dubbio l'ammissibilità ad aiuti.

Quanto all'impianto acciaieria, il calcolo dei costi ammissibili di questo investimento effettuato dalle autorità italiane è controverso. Esse infatti fanno presente che la durata di vita degli impianti di produzione dovrebbe costituire il parametro per determinare quella degli investimenti ambientali ad essi connessi, ossia 36 anni. Tuttavia, per quanto concerne l'impianto specifico che consente risparmi energetici, le autorità italiane prendono in considerazione soltanto un periodo di 6,66 anni che corrisponde al periodo di ammortamento previsto dalla legge che disciplina l'ammortamento degli investimenti. Benché di solito la Commissione accetti che il periodo di ammortamento costituisca un'indicazione valida della durata degli impianti, è difficile accettare un periodo di 6,66 anni, soprattutto quando per questo tipo di impianti il periodo abituale di ammortamento è di dieci anni. Un altro problema che presenta il calcolo dei costi ammissibili è dovuto al fatto che le autorità italiane sommano i costi di ammortamento ai costi iniziali dell'investimento (contando quindi due volte lo stesso costo), prima di detrarre i risparmi energetici. Giacché tutti i vantaggi

derivanti per la società dagli investimenti a fini ambientali devono essere detratti dai costi ammissibili, la Commissione dubita che il metodo utilizzato dalle autorità italiane produca tale risultato.

II. Siderpotenza

Alcuni degli investimenti sembrano essere stati effettuati per motivi economici, ossia a fini di modernizzazione/razionalizzazione della produzione. Le autorità italiane avevano già accettato tale punto per quanto riguarda una parte degli investimenti precedentemente notificati e infatti hanno ritirato tre progetti. Tuttavia, per gli investimenti residui, benché la Commissione in questa fase ammetta che gli investimenti realizzati nell'impianto aspirazione fumi e quelli nell'impianto di post combustione siano stati effettuati a fini ambientali e non abbiano alcun effetto sulla produzione, altrettanto non si può dire per gli investimenti concernenti il laminatoio. In realtà questi investimenti riguardano direttamente un processo di produzione e sembra che siano stati effettuati non per motivi ambientali, bensì per ottimizzare il processo di produzione. Gli effetti in termini ambientali risultano essere una conseguenza indiretta dei miglioramenti della produzione e anche in tale caso sembrano riguardare principalmente le condizioni di sicurezza e sanità dei lavoratori e non l'ambiente in quanto tale. Pertanto, la Commissione dubita dell'ammissibilità dell'investimento, dato che sarebbe stato effettuato per motivi economici e, in ogni caso, dubita dell'ammissibilità di tutti i costi, giacché sono da escludere i costi non connessi alla protezione dell'ambiente.

Inoltre, in generale, il livello dell'aiuto (22,33 %) proposto per tutti i progetti non sembra proporzionale al miglioramento da conseguire in termini di protezione dell'ambiente e dell'investimento necessario per conseguirlo, come richiesto dalla disciplina. Infatti, benché l'aiuto proposto sia molto vicino al massimale di aiuto autorizzato (30 %), le autorità italiane non hanno del tutto giustificato il livello di aiuto proposto. La riduzione dell'inquinamento conseguita sia nell'impianto di aspirazione fumi (che ha principalmente consentito di bloccare circa il 30 % del totale delle polveri abbattute) che nell'impianto di post combustione (una riduzione di circa il 10 % di CO nei fumi), benché rilevante, non sembra giustificare il livello dell'aiuto proposto, considerato in particolare che, per potere essere direttamente ammissibili, gli investimenti in questione dovrebbero consentire livelli notevolmente più elevati di tutela dell'ambiente. È quindi necessario un complemento di informazioni sul livello effettivo di miglioramento ambientale da conseguire. Inoltre, tenuto conto dei costi relativamente bassi degli investimenti (soltanto 2,27 milioni di EUR per i due primi progetti), è dubbia la necessità dell'aiuto, nell'ammontare proposto.

Conclusioni

Alla luce delle considerazioni di cui sopra la Commissione invita l'Italia a farle pervenire eventuali osservazioni e a fornirle ogni informazione utile ai fini della valutazione dell'aiuto nel termine di un mese a decorrere dalla data di ricevimento della presente. Essa invita le autorità italiane a trasmettere senza indugio copia della presente lettera ai potenziali beneficiari dell'aiuto. La Commissione fa presente all'Italia l'effetto sospensivo dell'articolo 6, paragrafo 5, del Codice degli aiuti alla siderurgia e ricorda che ogni aiuto illegittimo può formare oggetto di recupero presso il beneficiario.»

AIDES D'ÉTAT

Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, concernant l'aide n° C 15/2000 (ex N 638/99) — Régime modifié d'aides accordées sous la forme d'une réduction des cotisations sociales

(2000/C 184/03)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par la lettre du 4 avril 2000, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la Suède sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction «Aides d'État I»
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
[Télécopieur: (32 2) 296 98 15]

Ces observations seront communiquées à la Suède. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ

I. PROCÉDURE

- 1) Par lettre du 22 octobre 1999, la Suède a notifié un régime modifié d'aides accordées sous la forme d'une réduction des cotisations sociales conformément à l'article 88, paragraphe 3, du traité. Ce régime porte modification et extension du régime d'aides accordées sous la forme d'une réduction des contributions sociales (*Nedsatta socialavgifter*) qui est arrivé à expiration le 31 décembre 1999. En 1997, la Commission avait adopté les dispositions appropriées concernant ce régime sous le numéro E 8/96 [lettre de la Commission n° SG(97) D/6781 du 7 août 1997].
- 2) Par lettre n° D/64905 du 25 novembre 1999, la Commission a demandé un complément d'informations concernant la mesure d'aide susmentionnée. Les autorités suédoises ont communiqué ledit complément par lettre du 21 décembre 1999, enregistrée par la Commission le 22 décembre 1999.

II. DESCRIPTION DE LA MESURE

- 3) Dans le cadre du régime proposé, les entreprises situées dans les zones éligibles et exerçant certaines activités de service bénéficieront d'une réduction de huit points de pourcentage des cotisations de sécurité sociale qu'elles doivent verser pour leurs employés.
- 4) Les zones pouvant bénéficier de ce régime font partie de la région que la Suède propose de voir bénéficier de l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité sur la base du critère de la faible densité de population.
- 5) Le régime expirera le 31 décembre 2000 et bénéficie d'une dotation budgétaire de 36,6 millions d'euros.

III. APPRÉCIATION

- 6) Les autorités suédoises ont respecté les obligations prévues par l'article 88, paragraphe 3, du traité en matière de procédure en notifiant le régime d'aide qu'elles envisagent de mettre en œuvre.
- 7) Cette aide est destinée à des entreprises situées dans certains régions septentrionales de la Suède et vise à compenser les handicaps qu'elles supportent. Le régime fait par conséquent l'objet d'un examen à la lumière de l'article 87, paragraphe 3, du traité, et en particulier des lignes directrices sur les aides d'État à finalité régionale (JO C 74 du 10 mars 1998, page 9) (ci-après dénommées «les lignes directrices»).
- 8) Les aides accordées dans le cadre du régime constituent des aides au fonctionnement. En Suède, aucune région ne peut bénéficier de la dérogation prévue à l'article 87, paragraphe 3, point a), du traité. Aussi des aides au fonctionnement ne peuvent-elles être accordées que si elles permettent de compenser des surcoûts de transport. Les conditions auxquelles ces aides sont subordonnées sont définies au point 4.16 et à l'annexe II des lignes directrices. La Commission a examiné dans quelle mesure le régime d'aide proposé respectait lesdites conditions. Le résultat de cet examen est présenté ci-dessous.
- 9) Les zones autorisées à bénéficier de la réduction des cotisations sociales figurent toutes sur la carte des aides à finalité régionale pour la période 2000-2006, telle qu'elle a été notifiée par la Suède le 22 octobre 1999. La Suède s'est engagée à ne pas appliquer le régime avant que la Commission n'ait formellement approuvé la carte suédoise des régions relevant de l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité, pour la période 2000-2006. Elle s'est aussi engagée à modifier au besoin la couverture géographique du régime, afin de la mettre en conformité avec la liste des régions relevant de l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité, pour la période 2000-2006, que la Commission aura approuvée.

La Commission note aussi avec satisfaction que la zone susceptible de bénéficier du régime répond aux autres critères fixés au cinquième alinéa de l'annexe II des lignes directrices et qu'elle est donc éligible en tant que région à faible densité de population.

- 10) Le régime couvre essentiellement des secteurs de service. La Suède a confirmé qu'aucune aide ne serait octroyée dans le cadre du régime à des entreprises relevant de secteurs sensibles ou dont la localisation ne peut pas faire l'objet d'une alternative.
- 11) Les autorités suédoises justifient l'aide accordée dans le cadre du régime comme une compensation des surcoûts liés à la distance qui pèsent sur les entreprises éligibles. Il s'agit selon la Suède des surcoûts supportés par les entreprises situées dans la région éligible sur toute une série de postes qui sont sensibles à la distance, comme les déplacements du personnel, les dépenses de télécommunication et de transmission de données, les dépenses liées aux services professionnels, la commercialisation, la gestion et la formation du personnel. Une étude commandée par les autorités suédoises a montré qu'en moyenne, les dépenses annuelles imputables à ces postes se chiffraient à 115 177 couronnes suédoises (SEK) par employé pour les entreprises situées dans la région éligible contre seulement 63 145 SEK pour les entreprises de la région de Stockholm. Pour la Suède, les surcoûts liés à la distance que supportent les entreprises localisées dans la région éligible s'établissent donc annuellement à 52 032 SEK par employé. Ce montant est sensiblement supérieur à la réduction moyenne de 8 % des cotisations de sécurité sociale, qui s'élève en moyenne à quelque 16 000 SEK par employé et par an.

Le deuxième alinéa de l'annexe II des lignes directrices dispose clairement que les aides au transport «ne pourront concerner que les surcoûts de transport occasionnés par les déplacements de marchandises». La Commission doute que le concept de «surcoûts liés à la distance» soit conforme à la notion de «surcoûts de transport occasionnés par les déplacements de marchandises» et que les premiers, tels qu'ils sont identifiés et quantifiés par la Suède, puissent servir à justifier l'octroi d'aides destinées à contrebalancer des surcoûts de transport dans les zones éligibles au titre du régime proposé.

Dans ce contexte, la Commission est disposée à examiner si des conditions climatiques défavorables et d'autres circonstances spécifiques peuvent constituer une justification supplémentaire pour l'aide accordée au titre du régime.

L'aide accordée dans le cadre du régime proposé est calculée sur la base des cotisations de sécurité sociale que doivent acquitter les entreprises éligibles. Le montant de l'aide reçue par chaque entreprise dépend donc exclu-

sivement du nombre de ses employés travaillant dans des établissements éligibles ainsi que du coût salarial desdits employés. Par conséquent, même si des surcoûts liés à la distance devaient être considérés comme une base valable pour l'octroi d'aides au transport, il resterait encore à savoir comment les aides octroyées par le régime proposé à chaque bénéficiaire individuel pourraient être associées à des surcoûts liés à la distance véritablement supportés par chacun de ces derniers. C'est la raison pour laquelle il est possible que les handicaps des bénéficiaires soient surcompensés. À la lumière de ce qui précède, la Commission doute que la façon dont le montant de l'aide est calculé dans chaque cas individuel soit conforme aux dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'annexe II des lignes directrices.

IV. CONCLUSION

- 12) Eu égard aux considérations qui précèdent, la Commission, en vertu de la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité, invite la Suède à lui communiquer ses observations et à lui fournir toutes les informations de nature à l'aider à apprécier la mesure en cause, dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la présente lettre.

TEXTE DE LA LETTRE

«Kommissionen vill härmed underrätta Sverige om att den, efter att ha granskat de upplysningar som de svenska myndigheterna lämnat, har beslutat att inleda förfarandet angivet i artikel 82.2 i EG-fördraget.

I. FÖRFARANDE

- 1) Genom en skrivelse av den 22 oktober 1999, som registrerades vid kommissionen den 25 oktober 1999, anmälde Sverige enligt artikel 88.3 i fördraget förändrade villkor för nedsättning av socialavgifter, som innebär en ändring och förlängning av stödprogrammet Nedsättning av socialavgifter som upphörde att gälla den 31 december 1999. 1997 antog kommissionen de åtgärder som krävdes beträffande detta program under nummer E 8/96 (kommissionens skrivelse SG(97) D/6781 av den 7 augusti 1997).
- 2) Genom skrivelse D/64905 av den 25 november 1999 begärde kommissionen ytterligare upplysningar om denna stödåtgärd. De svenska myndigheterna lämnade de begärda upplysningarna i en skrivelse av den 21 december 1999, som registrerades vid kommissionen den 22 december 1999.

II. SAKFÖRHÅLLANDE

3) Stödberättigade regioner:

De områden som är berättigade till stöd enligt det föreslagna programmet anges i andra spalten i följande tabell:

Tabell 1: Stödberättigade områden enligt det föreslagna stödprogrammet

NUTS nivå III	Stödberättigade kommuner eller kommundelar	Folkmängd 31.12.1998	Invånare per km ²
Dalarna	Vansbro	7 476	4,8
	Malung	10 972	2,7
	Orsa	7 150	4,1
	Älvdalen	7 932	1,1
	Del av Mora (endast Våmhus och Venjan)	2 100	2
Västernorrland	Ånge	11 497	3,8
	Del av Sundsvall (endast Holm och Liden)	1 500	1,7
	Sollefteå	22 854	4,2
	Del av Örnsköldsvik (endast Anundsjö, Skorped, Björna och Trehörningsjö)	8 000	1,9
Jämtland	Strömsund	14 575	1,4
	Åre	9 838	1,3
	Härjedalen	11 723	1
	Ragunda	6 540	2,6
	Bräcke	7 864	2,3
	Krokom (utom Aspås, Ås och Rödön)	14 279	2,3
	Berg	8 274	1,4
	Östersund (utom församlingarna Östersund, Frösö, Sunne, Lockne, Marieby, Brunflo, Kyrkås och Lit)	58 673	26,4
Västerbotten	Storuman	7 177	1
	Sorsele	3 281	0,4
	Dorotea	3 441	1,2
	Vilhelmina	8 125	1
	Åsele	3 789	0,9
	Bjurholm	2 786	2,1
	Vindeln	6 245	2,4
	Malå	3 821	2,4
	Lycksele	13 386	2,4
	Norsjö	4 850	2,8
	Del av Skellefteå (endast Jörn, Fällfors och Kalvträsk)	3 500	1,3
Norrbotten	Arvidsjaur	7 401	1,3
	Arjeplog	3 517	0,3
	Jokkmokk	6 305	0,3
	Överkalix	4 366	1,6
	Kalix	18 408	10,2
	Övertorneå	5 868	2,5
	Pajala	7 779	1
	Gällivare	20 987	1,3
	Älvsbyn	9 101	5,3
	Del av Piteå (f.d. Markbygdens kb)	650	0,7
	Del av Boden (endast Edefors och Gunnarsbyn)	2 800	0,9
	Haparanda	10 580	11,5
	Kiruna	25 148	1,3
Värmland	Torsby	14 142	3,4
Gävleborg	Ljusdal	20 167	3,8

4) Stödberättigade branscher/verksamheter

Stödprogrammet är tillämpligt på företag inom följande branscher eller med verksamhet inom följande områden:

- Uppdrags-, uthyrnings- och reparationsverksamhet.
- Hotell-, pensionats- och campingverksamhet.
- Restaurang- och kaféverksamhet som bedrivs i kombination med hotell-, pensionats- och campingverksamhet.
- Renhållnings-, städnings- och tvätteriverksamhet.
- Rekreationsservice och kulturell serviceverksamhet med undantag av biblioteksverksamhet.
- Verksamhet som bedrivs av ideella, kulturella och religiösa organisationer samt intresseorganisationer.
- Enheter som bedriver administrativ verksamhet avseende företagsledning, ekonomi- och löneadministration, bokföring, administrativ databehandling, registreringsverksamhet, telefonförsäljning samt ordermottagning.

Programmet är inte tillämpligt på verksamheter aktiva inom administrativa funktioner som tillhör företag som är verksamma med produktion, bearbetning och marknadsföring av sådana jordbruksprodukter som anges i bilaga I till EG-fördraget och inte heller till företag inom följande känsliga sektorer: fiskeriverksamhet, kol, stål, transport, skeppsbyggnad, syntetfiber och motorfordon.

5) Stödform och -belopp

Enligt åtgärden skall de föreskrivna socialavgifterna sättas ned med åtta procentenheter för anställda på företag som är belägna i de stödberättigade regionerna och som är verksamma inom en stödberättigad bransch eller på ett stödberättigat område.

6) Kumulering

Nedsättning av socialavgifter får inte lämnas om sökanden för samma period beviljats transportbidrag enligt den ändrade ordningen för regionalt transportbidrag (N 146/99).

7) Varaktighet

Åtgärden skall upphöra att gälla efter den 31 december 2000.

8) Budget:

För år 2000 har SEK 313 734 000 (cirka 36 634 000 euro) budgeterats.

III. BEDÖMNING

- 9) De svenska myndigheterna har följt det förfarande som föreskrivs i artikel 88.3 i EG-fördraget genom att anmäla den föreslagna åtgärden innan den sätts i kraft.
- 10) Enligt åtgärden används statliga medel för att ge en ekonomisk fördel (nedsatta socialavgifter) till vissa, specifika företag (företag som är belägna inom de stödberättigade områdena och som tillhör särskilt angivna branscher eller bedriver verksamhet på särskilt angivna områden). Många av dessa företag bedriver näringsverksamhet inom vilken det förekommer handel mellan medlemsstaterna. Med hänsyn till detta finner kommissionen att den föreslagna ordningen ger upphov till statligt stöd enligt artikel 87.1.
- 11) Det stöd som ges enligt åtgärden riktar sig till företag som är belägna i särskilt angivna regioner i norra Sverige och syftar till att dessa skall övervinna de handikapp de ställs inför på grund av den låga befolkningstätheten i dessa regioner och det hårda klimatet. Anmälan granskas därför utifrån artikel 87.3 i EG-fördraget och med särskilt beaktande av Riktlinjer för statligt stöd för regionala ändamål (EGT C 74, 10.3.1998, s. 9) – nedan kallade riktlinjerna.
- 12) Stöd som beviljas enligt ordningen utgör driftsstöd av följande skäl:
 - Det minskar mottagarnas normala löpande utgifter (deras socialavgifter).
 - Det finns inte heller något krav på att stödet skall vara kopplat till en nyinvestering.
- 13) Kommissionen motsätter sig normalt driftsstöd. Sådant stöd är av permanent natur och kommissionens uppfattning är att stimulans effekterna av sådant stöd är mindre påtagliga. Det finns därför risk för att driftsstöd permanent snedvrider konkurrensen utan att på ett effektivt sätt bidra till uppnåendet av det gemensamma intresset, vilket är vad som kan motivera statligt stöd.

Driftsstöd godtas därför endast i undantagsfall. Enligt punkterna 4.15 och 4.16 i riktlinjerna får driftsstöd endast beviljas i följande två fall:

 - Normalt driftsstöd får endast beviljas i sådana regioner som avses i artikel 87.3 under förutsättning att stödet är motiverat och står i förhållande till de handikapp som det är avsett att kompensera för.

- I de yttersta områdena och i regioner med låg befolkningstäthet som omfattas av undantag enligt artikel 87.3 a eller 87.3 c får stöd som är avsedda att kompensera för merkostnader för transport tillåtas på de särskilda villkor som anges i bilaga II till riktlinjerna.
- 14) Det finns inte några regioner i Sverige som är berättigade till undantag enligt artikel 87.3 a och inte heller några som motsvarar definitionen av "yttersta områden" i Förklaring 26 om regionerna i gemenskapens yttersta områden som bifogas Fördraget om Europeiska unionen.
- 15) Åtgärden nedsättning av socialavgifter är riktad till de regioner med låg befolkningstäthet i Sverige som är berättigade till undantag enligt artikel 87.3 c. Kommissionen har därför undersökt om den föreslagna stödordningen överensstämmer med bestämmelserna och villkoren i punkt 4.16 och bilaga II i riktlinjerna. Undersökningen har gett följande resultat:
- 16) *Geografisk täckning*

Enligt punkt 4.16 i riktlinjerna får transportstöd endast ges till företag som är belägna i de yttersta områden eller regioner med låg befolkningstäthet som är berättigade till regionalstöd enligt artikel 87.3 a eller 87.3 c.

De områden som är stödberättigade enligt den föreslagna åtgärden är regioner med låg befolkningstäthet som är berättigade till regionalstöd enligt artikel 87.3 c.

- De områden som anges i tabell 1 ovan ingår alla i den förteckning över artikel 87.3 c-regioner under perioden 2000–2006 som anmälts av Sverige (skrivelse från Sveriges ständiga representation, avsänd den 22 oktober 1999 och registrerad av generalsekretariatet den 25 oktober 1999 med referensnummer SG(99) A/13848/2).

De svenska myndigheterna har åtagit sig att inte genomföra åtgärden förrän kommissionen genom ett formellt beslut har godkänt förteckningen över regioner som är berättigade till regionalstöd enligt artikel 87.3 c under perioden 2000–2006. De har också åtagit sig att, om så skulle krävas, ändra åtgärdens geografiska täckning så att den överensstämmer med den förteckning över artikel 87.3 c-regioner som slutgiltigt godkänns av kommissionen.

- Kriterium för låg befolkningstäthet

Fem svenska regioner som tillhör NUTS nivå III har en befolkningstäthet under 12,5 invånare per kvadratkilometer och kan därför betraktas som områden med låg befolkningstäthet. Dessa regioner är Norrbotten, Jämtland, Västerbotten, Västernorrland och Dalarna (se tabell 2 nedan). Den sammanlagda befolkningen i dessa fem NUTS nivå III-regioner är 1 184 824 invånare.

Tabell 2: NUTS nivå III-regioner i Sverige med en befolkningstäthet under 12,5 invånare per kvadratkilometer

	Befolkning 31.12.1998	Invånare per km ²
Norrbotten	260 473	2,6
Jämtland	131 766	2,7
Västerbotten	257 803	4,7
Västernorrland	251 884	11,6
Dalarna	282 898	10,0
Summa	1 184 824	–

De flesta områden som är berättigade till stöd enligt den föreslagna ordningen tillhör någon av ovanstående NUTS nivå III-regioner. Två av de föreslagna kommunerna (Ljusdal och Torsby) tillhör dock inte någon av de fem NUTS nivå III-regioner som uppfyller kriteriet om låg befolkningstäthet (de tillhör Värmland resp. Gävleborg). Det kan ändå godtas att dessa båda kommuner tas med i förteckningen över områden som är berättigade till regionalstöd på grundval av kriteriet om låg befolkningstäthet, eftersom åtgärden överensstäm-

mer med femte strecksatsen i bilaga II till riktlinjerna. Enligt femte strecksatsen är en viss flexibilitet tillåten inom vissa gränser när det gäller valet av sådana områden. Dessa gränser iaktas i fallen Torsby och Ljusdal.

- Flexibiliteten i valet av områden ökar inte den befolkningsandel som omfattas av transportstöd.

För att kontrollera detta måste man jämföra den sammanlagda befolkningen i de fem NUTS nivå III-regioner som uppfyller kriteriet om låg befolkningstäthet med den sammanlagda befolkningen i alla områden som omfattas av en åtgärd för transportstöd i Sverige. Vid sidan av åtgärden om nedsättning av socialavgifterna administrerar Sverige även den andra åtgärden för transportbidrag (N 146/99).

Den ändrade förordningen om regionalt transportbidrag (N 146/99) omfattar hela territoriet i fyra av de tidigare nämnda NUTS nivå III-regionerna (Norrbotten, Jämtland, Västerbotten och Västernorrland) med en sammanlagd befolkning av 901 926 invånare. Ordningen med nedsättning av socialavgifter omfattar delar av samma NUTS nivå III-regioner och tre ytterligare områden: delar av Dalarnas län (den femte NUTS nivå III-regionen som uppfyller kriteriet om låg befolkningstäthet), Ljusdal (Gävleborg) och Torsby (Värmland). Den sammanlagda befolkningen i dessa tre ytterligare områden är 70 481 personer. Därigenom uppgår det sammanlagda invånarantalet i de områden som omfattas av åtgärderna för transportstöd i Sverige till 971 865. Detta ligger fortfarande klart under det sammanlagda invånarantalet i de fem NUTS nivå III-regioner som uppfyller kriteriet om låg befolkningstäthet.

Tabell 3: Befolkning i transportstödsberättigade områden i Sverige

	Befolkning i NUTS III-regioner med under 12,5 inv/km ²	Befolkning i områden som omfattas av transportstöd		
		Förordningen om transportstöd (N 146/99)	Nedsättning av socialavgifterna (N 638/99)	Befolkning som omfattas av en av ordningarna eller båda
Norrbotten	260 473	260 473	122 910	260 473
Jämtland	131 766	131 766	131 766	131 766
Västerbotten	257 803	257 803	60 401	257 803
Västernorrland	251 884	251 884	43 851	251 884
Dalarna	282 898	0	35 630	35 630
Torsby + Ljusdal	0	0	34 851	34 309
Summa	1 184 824			971 865

— Invånarantalet i Torsby och Ljusdal är relativt litet i förhållande till det sammanlagda invånarantalet i de områden som är berättigade till transportstöd (34 309 invånare eller 3,5 % av den sammanlagda folkmängden i de områden som är berättigade till transportstöd).

— Torsby och Ljusdal gränsar till NUTS nivå III-regioner som uppfyller kriteriet om låg befolkningstäthet.

— Ljusdal och Torsby har en befolkningstäthet på 3,8 resp. 3,4 invånare per kvadratkilometer. Detta är klart under de 12,5 invånare per kvadratkilometer som är kriteriet för låg befolkningstäthet.

Hänsyn skall dessutom tas till följande överväganden:

— Torsby och Ljusdal ingick i förteckningen över mål 6-regioner ("regioner som är ytterst glesbefolkade") enligt definitionen i Protokoll 6 till anslutningsfördraget.

ten, Jämtland, Västerbotten och Västernorrland) med en sammanlagd befolkning av 901 926 invånare. Ordningen med nedsättning av socialavgifter omfattar delar av samma NUTS nivå III-regioner och tre ytterligare områden: delar av Dalarnas län (den femte NUTS nivå III-regionen som uppfyller kriteriet om låg befolkningstäthet), Ljusdal (Gävleborg) och Torsby (Värmland). Den sammanlagda befolkningen i dessa tre ytterligare områden är 70 481 personer. Därigenom uppgår det sammanlagda invånarantalet i de områden som omfattas av åtgärderna för transportstöd i Sverige till 971 865. Detta ligger fortfarande klart under det sammanlagda invånarantalet i de fem NUTS nivå III-regioner som uppfyller kriteriet om låg befolkningstäthet.

— Båda kommunerna ingår i det svenska mål 1-området för perioden 2000–2006 (Kommissionens beslut av den 1 juli 1999 om upprättande av en förteckning över regioner som omfattas av strukturfondernas mål 1 för perioden 2000 till och med 2006 (EGT L 194, 27.7.1999, s. 53)).

Med hänsyn till ovanstående finner kommissionen att det geografiska område som är berättigat till stöd enligt den föreslagna ordningen uppfyller villkoren i punkt 4.6 och bilaga II i riktlinjerna.

17) Branschomfattning

Ordningen omfattar i huvudsak verksamheter inom tjänstesektorn och även administrativa enheter på tillverkande företag (t.ex. försäljningsavdelningen på ett stort tillverkningsföretag).

De svenska myndigheterna har bekräftat att åtgärden inte skall tillämpas på något företag som ägnar sig åt produktion, bearbetning eller marknadsföring av jordbruksprodukter som tas upp i bilaga I till fördraget och inte heller på något företag inom följande sektorer: fiskeriverksamhet, kol, stål, transport, skeppsbyggnad, syntetfiber och motorfordon.

Åtgärden uppfyller slutligen kravet i tionde strecksatsen i bilaga II till riktlinjerna, dvs. den omfattar inte några sektorer där en alternativ lokalisering inte kan komma i fråga (utvinningsprodukter, vattenkraftverk osv.)

18) Motiv för stödet

Enligt artikel II i riktlinjerna får transportstöd endast användas för att kompensera merkostnader för transport av varor inom det berörda landets gränser. Enligt punkt 4.16 i riktlinjerna ankommer det på medlemsstaten att visa att dessa merkostnader förekommer och att bestämma deras omfattning.

— I sin anmälan motiverar Sverige det stöd som skall ges enligt åtgärden med det faktum att företag som är belägna i den stödberättigade regionen har "indirekta avståndsberoende merkostnader" för transport som beror på det geografiska läget, den mycket låga befolk-

ningstätheten och det hårda klimatet i den berörda regionen.

— 1998 beställde Sverige en undersökning av Statens institut för regionalforskning (SIR). Undersökningen skulle fastställa de "avståndsberoende merkostnaderna" för företag i de områden som är stödberättigade enligt den föreslagna åtgärden. I undersökningen definierades "avståndsberoende merkostnader" som de merkostnader företagen i den stödberättigade regionen ådrog sig inom en rad kostnadsslag som antogs vara avståndskänsliga, bl.a. följande: Kostnader i samband med personalens resor samt kostnader för tele- och datakommunikation, företagstjänster, marknadsföring, företagsledning och personalutbildning. För att kvantifiera de avståndsberoende merkostnaderna jämförde man i undersökningen utgifterna inom de relevanta kostnadsslagen hos ett urval tjänsteföretag i den stödberättigade regionen med motsvarande utgifter hos ett urval liknande företag i Stockholmsområdet. Undersökningens resultat blev att de genomsnittliga årliga kostnaderna för dessa poster var 115 177 kronor per person för företag i den stödberättigade regionen men bara 63 145 per anställd i företag i Stockholmsområdet (närmare uppgifter ges i Tabell 4). På grundval av dessa resultat drog de svenska myndigheterna slutsatsen att de avståndsberoende merkostnaderna för företag i det stödberättigade området uppgick till 52 032 kronor per anställd och år. SIR ansåg att en mycket stor del av de avståndsberoende merkostnaderna kunde tillskrivas merkostnader för resor (t.ex. större kostnader för företagstjänster i det stödberättigade området, till stor del beroende på de relativt höga resekostnaderna för de konsulter som levererade dessa tjänster).

Tabell 4: Avståndsberoende merkostnader per anställd och år

Kostnadsslag	Stödområde (SEK)	Stockholmsområdet (SEK)	"Merkostnader" (SEK)
Resor			
— Resekostnader	12 992	6 227	6 765
— Ej kostnadseffektiv restid	7 411	1 414	5 997
— Traktamenten etc.	6 585	1 101	5 484
Data- och telekommunikationer	11 860	15 482	- 3 622
Företagstjänster	36 115	12 570	23 545
Marknadsföring	31 979	18 953	13 026
Styrelsekostnader	1 383	135	1 248
Utbildning	6 852	7 263	- 411
Summa	115 177	63 145	52 032

Källa: SIR:s undersökning (citerad av de svenska myndigheterna)

- Sverige beräknar det genomsnittliga värdet av nedsättningen av socialavgifterna till cirka 16 000 kronor per anställd och år. Detta är betydligt mindre än de genomsnittliga avståndsberoende merkostnaderna per anställd och år för företagen i det stödberättigade området.
- På grundval av ovanstående drar Sverige slutsatsen att det stöd som skall beviljas enligt åtgärden bara delvis ger kompensation för de stödberättigade företagens avståndsberoende merkostnader.
- Vad gäller kumulering med transportstöd och andra åtgärder är det viktigt att lägga märke till att de svenska myndigheterna har bekräftat att företag som har mottagit direkt transportbidrag enligt den ändrade förordningen om regionalt transportbidrag (N 146/99) inte är berättigade till stöd enligt ordningen med nedsättning av socialavgifterna under samma period.

I den andra strecksatsen i bilaga II till riktlinjerna fastslås klart att transportstöd får endast gälla merkostnader för transport av varor inom det berörda landets gränser. Kommissionen hyser tvivel om huruvida begreppet "avståndsberoende merkostnader", så som det definieras i SIRs undersökning, överensstämmer med begreppet merkostnader för transport av varor. Kommissionen betvivlar därför att de avståndsberoende merkostnader som Sverige angivit och kvantifierat kan användas som motiv för beviljande av stöd för att uppväga merkostnader för transport i regioner som är berättigade till undantag enligt artikel 87.3 c EG på grundval av kriteriet om befolknings-täthet.

Kommissionen är dock inte motvillig till att undersöka huruvida kärva klimatförutsättningar och andra specifika omständigheter kan ge ytterligare rättfärdigande för det stöd som ges under åtgärden.

19) Beräkning av omfattningen av stödet till företagen

Enligt den föreslagna åtgärden ges företagen en nedsättning med åtta procentenheter av de socialavgifter som skall betalas för varje anställd inom de enheter som bedriver stödberättigade verksamheter i de stödberättigade regionerna.

Enligt tredje strecksatsen i bilaga II till riktlinjerna måste transportstöd vara objektivt kvantifierbara på förhand på grundval av ett nyckeltal "stöd per tillryggalagd kilometer" och "stöd per viktenhet". I första strecksatsen anges vidare: "Stöden får endast användas för att kompensera merkostnader för transport" och att "överkompensation får inte äga rum under några omständigheter". Detta innebär att det skall vara möjligt att fastställa ett klart samband mellan det stöd som beviljas varje enskild mottagare och de merkostnader för transport som var och en faktiskt har ådragit sig.

Stöd enligt åtgärden nedsättning av socialavgifter beräknas på grundval av de socialavgifter som skall betalas av de stödberättigade företagen. Därigenom är stödbeloppet för varje företag endast beroende av antalet anställda på de stödberättigade etableringsställena och på lönekostnaderna för dessa anställda. Det är därför fortfarande inte klart – även om avståndsberoende merkostnader skulle godtas som ett giltigt motiv för beviljande av transportstöd – vad det kan finnas för samband mellan det stöd som skall ges till varje enskild mottagare enligt den föreslagna ordningen och de avståndsberoende merkostnader som faktiskt uppkommer för var och en av mottagarna. På grund av detta finns det risk för överkompensation när det gäller enskilda stödmottagare. Med hänsyn till ovanstående betvivlar kommissionen att metoden för att beräkna stödbeloppet i varje enskilt fall överensstämmer med andra och tredje strecksatserna i bilaga II till riktlinjerna.

IV. SLUTSATS

20) Med hänsyn till ovanstående överväganden ger kommissionen inom ramen för förfarandet i artikel 88.2 i EG-fördraget Sverige tillfälle att inom en månad från mottagandet av denna skrivelse yttra sig och tillhandahålla alla upplysningar som kan bidra till undersökningen av åtgärden. Kommissionen uppmanar de svenska myndigheterna att omedelbart översända en kopia av denna skrivelse till de potentiella stödmottagarna.

21) Kommissionen påminner Sverige om att artikel 88.3 i EG-fördraget har en uppskjutande verkan och hänvisar till artikel 14 i rådets förordning (EG) nr 659/1999, som föreskriver att allt olagligt stöd kan återkrävas från mottagarna.»

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE

Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection

(2000/C 184/04)

Date d'adoption de la décision: 16.5.2000

État membre: Allemagne (Basse-Saxe)

Numéro de l'aide: N 80/99

Titre: Aide à des projets visant à assurer le maintien des fondements économiques des zones rurales

Objectif: Promouvoir des projets dans le domaine de la transformation et de la commercialisation visant à:

- générer des sources de revenus complémentaires par la diversification de l'offre
- introduire des concepts de commercialisation innovateurs
- soulager les marchés excédentaires par le développement de nouveaux produits et l'adaptation de la production
- améliorer la compétitivité par la coopération verticale entre organisations et entreprises
- maintenir ou accroître la valeur ajoutée régionale et maintenir l'infrastructure économique et sociale dans les zones rurales

Base juridique: Richtlinie über die Förderung von Projekten zur Sicherung der wirtschaftlichen Grundlagen im ländlichen Raum

Budget: pour l'année 2000: 1 095 000 DEM

Intensité ou montant de l'aide:

— Dépenses d'investissement:

jusqu'à 25 % des coûts éligibles qui sont limités à 500 000 DEM (255 646 euros) au cours d'une période de 10 ans

— Élaboration de projets:

— au cours de la première année jusqu'à 50 % des coûts éligibles

— au cours de la deuxième année jusqu'à 30 %

— au cours de la troisième année jusqu'à 20 %

Les coûts éligibles sont limités à 300 000 DEM (153 388 euros) au total sur une période de 10 ans

La combinaison des aides au titre de ces deux éléments est possible jusqu'à concurrence de 40 % des coûts éligibles

Durée: 1.1.2000 au 31.12.2005

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 16.5.2000

État membre: Allemagne (Mecklembourg — Pomméranie-Occidentale)

Numéro de l'aide: N 692/99

Titre: Mesures de sauvetage et de restructuration pour le secteur agricole

Base juridique: Richtlinie für die Gewährung von öffentlichen Darlehen aus dem Landwirtschaftssondervermögen zur Existenzsicherung landwirtschaftlicher Unternehmen und gewerblicher Tierhaltungsunternehmen

Budget: (en millions de DEM):

— 2000: 10

— 2001: 10

— 2002: 5

(le budget fait l'objet d'un financement national)

Intensité ou montant de l'aide: 191 000 DM au maximum

Durée: Jusqu'au 31.12.2002

Autres informations: L'Allemagne fera annuellement un rapport à la Commission au sujet de l'application de la mesure

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 16.5.2000

État membre: France

Numéro de l'aide: N 92/2000

Titre: Aide par cause de tempêtes — Plan national «chablis»

Objectif: Redresser le secteur forestier français touché par les tempêtes de fin décembre 1999

Budget:

- Aide à la réouverture des routes et pistes forestières: 100 millions de FRF (15 244 901 euros)
- Aide à la création de pistes forestières et d'aires de stockage humide des bois et à l'aménagement des places de dépôts: 150 millions de FRF (22 867 352 euros)
- Aide à l'acquisition de matériel d'exploitation forestière: 50 millions de FRF (7 622 450 euros)
- Aide à l'emploi et à la formation: 130 millions de FRF (19 818 372 euros)
- Financement des coûts de sortie des bois: 8 milliards de FRF (1 219 592 136 euros) en prêts bonifiés
- Aide au stockage des bois: 4 milliards de FRF (609 796 068 euros) en prêts bonifiés
- Aide au transport de bois: 700 millions de FRF (106 714 312 euros)
- Aide à la production sanitaire des bois issus de chablis: 100 millions de FRF (15 244 901 euros)
- Aide à l'accompagnement organisationnel et technique: 70 millions de FRF (10 671 431 euros)
- Reconstitution des forêts sinistrées: 6 milliards de FRF (914 694 103 euros)

Intensité ou montant de l'aide: Au maximum: 100 %

Durée: Variable

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 16.5.2000

État membre: Espagne

Numéro de l'aide: N 175/2000

Titre: Aides agromonétaires transitoires

Objectif: Compenser les pertes de revenus des producteurs résultant de la baisse des taux de change applicables à certaines aides directes dans le cadre de la politique agricole commune

Base juridique: Décision ministérielle, règlement (CE) n° 2800/98 du Conseil et règlement (CE) n° 2808/98, (CE) n° 2813/98, (CE) n° 2200/1999 et (CE) n° 2206/1999 de la Commission

Budget:

- 2000: 0,69 million d'euros
- 2001: 0,23 million d'euros
- 2002: 0,115 million d'euros

Intensité ou montant de l'aide: Variable selon les mesures et les Communautés autonomes

Durée: Trois ans

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 16.5.2000

État membre: France

Numéro de l'aide: N 188/2000

Titre: Aide par cause de tempêtes — Exploitations agricoles

Objectif: Dédommagement des exploitants agricoles touchés par les tempêtes de fin décembre 1999

Budget:

- Procédure «calamités agricoles»: 415 millions de FRF (63 266 000 euros)
- Aides complémentaires: 300 millions de FRF (45 734 700 euros)

Intensité ou montant de l'aide: Au maximum: 100 %

Durée: Variable

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE

Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection

(2000/C 184/05)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Date d'adoption de la décision: 1.3.2000

État membre: Espagne (Comunidad Valenciana)

Numéro de l'aide: N 538/99

Titre: Régime d'aides régionales à la recherche et au développement

Objectif: Recherche et développement

Base juridique: Proyecto de Orden de la Consejería de Empleo, Industria y Comercio sobre concesión de ayudas en materia de industria y energía (Disposiciones relativas a las ayudas para el fomento de la I+D)

Budget: 340 millions d'euros par an

Intensité ou montant de l'aide:

— 60 % à 35 % ESB pour les aides à la recherche ou au développement

— 75 % ou 50 % ESB pour les études de faisabilité préalables aux activités de la recherche ou du développement

Durée: 2000-2006

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 29.3.2000

État membre: Espagne (Castilla y León)

Numéro de l'aide: N 437/99

Titre: Régime d'aides régionales à la recherche «incitations technologiques aux entreprises»

Objectif: Recherche et développement

Base juridique: Proyecto de bases generales del convocatoria de la ADE «Incentivos tecnológicos a empresas»

Budget: 30 millions d'euros par an

Intensité ou montant de l'aide:

— 60 % ESB (70 % pour les PME) pour les aides à la recherche et les études de faisabilité préalables auxdites activités

— 35 % ESB (45 % ESB pour les PME) pour les aides au développement préconcurrentiel et les études de faisabilité préalables auxdites activités

Dépôt des brevets par les PME aux mêmes taux que les activités de recherche ou de développement qui sont à la base

Durée: 2000-2006

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 29.3.2000

État membre: Espagne (Castilla La Mancha)

Numéro de l'aide: N 632/99

Titre: Régime d'aides régionales à l'investissement, à la recherche et au développement, et en faveur de la compétitivité

Objectif: Développement régional, R et D et PME

Base juridique: Decreto 53/1998, sobre la competitividad e incentivos a la inversión empresarial

Budget: 7 000 millions de pesetas espagnoles (42,070 millions d'euros par an)

Intensité ou montant de l'aide:

— 30 % ESB pour les aides à l'investissement ou à l'emploi lié à l'investissement

— 50 % ESB pour les aides à la recherche et les études de faisabilité préalables aux activités de la recherche ou du développement

— 25 % ESB (35 % ESB pour les PME) pour les aides au développement préconcurrentiel

— 50 % ESB pour les autres types d'aides en faveur des PME

Durée: 2000-2006

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 29.3.2000

État membre: Italie (Sardaigne)

Numéro de l'aide: N 634/A/99

Titre: Mesures en faveur de la reconversion des zones minières: subventions en faveur des PME

Objectif: Reprise des activités économiques des zones minières en crise de la Sardaigne

Base juridique: Legge della regione Sardegna n. 33 del 4.12.1998 articolo 2 concernente «Interventi per la riconversione delle aree minerarie e soppressione dell'Ente Minerario Sardo» e sue direttive di attuazione

Budget: 30 milliards de liras italiennes (environ 15,5 millions d'euros)

Intensité ou montant de l'aide: 40 % ESB

Durée: Jusqu'au 31.12.2006

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 11.4.2000

État membre: Italie (Campania)

Numéro de l'aide: NN 91/98 (ex NN 91/98 et 92/98)

Titre: Mesures urgentes pour la mise en sécurité des zones affectées par les éboulements désastreux dans la région de Naples

Objectif: Aides au dédommagement

Base juridique:

— Articolo 20 dell'ordinanza del ministro della Protezione civile n. 2787 del 21.5.1998, così come modificato dall'articolo 8 dell'ordinanza n. 2789 del 15 giugno 1998

— Articolo 19 dell'ordinanza del ministro della Protezione civile n. 2787 del 21.5.1998, così come modificato dall'articolo 7 dell'ordinanza n. 2789 del 15 giugno 1998

— Articolo 4 del Decreto legge 11 giugno 1998 n. 180 «Misure urgenti per la prevenzione del rischio idrogeologico ed a favore delle zone colpite da disastri franosi nella regione Campania»

Budget: Indéterminé

Intensité ou montant de l'aide: Variable

Durée: *Una tantum*

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 11.4.2000

État membre: Espagne (Castilla y León)

Numéro de l'aide: N 596/99

Titre: Régime d'aides régionales à la formation technologiques, de recherche et d'innovation

Objectif: Formation

Base juridique: Convocatoria de ayudas de la Agencia de Desarrollo Económico de Castilla y León para el año 2000 y siguientes

Budget: 10,15 millions de pesetas espagnoles (63,106 mio. d'euros)

Intensité ou montant de l'aide:

— Formation spécifique: 35 % ESB (45 % pour les PME).

— Formation générale: 60 % ESB (80 % pour les PME)

Durée: 2000-2006

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 11.4.2000

État membre: Espagne (Castilla y León)

Numéro de l'aide: N 654/99

Titre: Régime d'aides à l'emploi

Objectif: Création nette d'emploi

Base juridique: Orden de la Consejería de Industria, Comercio y Turismo por la que se convocan subvenciones en programas de fomento de empleo del Nuevo Plan Regional de Empleo de Castilla y León relativos a nuevas contrataciones por organización flexible del tiempo de trabajo

Budget: 225 millions de pesetas espagnoles (1,35 mio. d'euros)

Intensité ou montant de l'aide: De 13 % ESB à 22 % ESB sur les salaires bruts sur 2 ans

Durée: 2000-2006

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 11.4.2000

État membre: Finlande

Numéro de l'aide: N 734/99

Titre: Prorogation du système de péréquation des intérêts sur les crédits à l'industrie navale qui bénéficient d'un soutien public

Objectif: Prorogation pour une durée de trois ans, soit jusque fin 2002, des accords et des offres de péréquation des intérêts sur les crédits à l'exportation et à la construction de navires conformément à l'arrangement de l'OCDE (construction navale)

Base juridique:

- Laki julkisesti tuettujen venti- ja alusluottojen korontasauksesta annetun lain muuttamisesta, 1999
- Lag om ändring av lagen om utjämning av räntan för offentligt understödda export- och fartygskrediter, 1999

Budget: Trésor public

Durée: Jusqu'à fin 2002

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 11.4.2000

État membre: Espagne (Castilla y León)

Numéro de l'aide: N 800/99

Titre: Régime d'aides régionales à la formation professionnelle occupationnelle

Objectif: Formation

Base juridique: Proyecto de Orden de la Consejería de Industria, Comercio y Turismo por la que se convocan subvenciones para formación

Budget: 700 millions de pesetas espagnoles (4 207 084 euros)

Intensité ou montant de l'aide:

- Formation spécifique: 35 % ESB (45 % pour les PME)
- Formation générale: 60 % ESB (80 % pour les PME)

Durée: 2000-2006

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 11.4.2000

État membre: Espagne

Numéro de l'aide: N 773/99

Titre: Carte des aides à finalité régionale pour la période 2000-2006

Objectif: Développement régional

Intensité ou montant de l'aide:

- Régions visées à l'article 87, paragraphe 3, point a), du traité: de 35 % ESN à 50 % ESN. Pour les PME une majoration de 15 points de pourcentage bruts
- Régions visées à l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité: de 10 % ESN à 20 % ESN. Régions à faible densité de population 30 % ESN. Pour les PME une majoration de 10 points de pourcentage bruts sans dépasser le plafond établi au point 4.9 des lignes directrices des aides à finalité régionale

Durée: 2000-2006

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 11.4.2000

État membre: Pays-Bas

Numéro de l'aide: N 151/2000

Titre: Régimes d'aide à la construction navale

Objectif: Construction navale

Base juridique: Besluit subsidies zeescheepsnieuwbouw et Regeling exportfinancieringsarrangement zeescheepsbouw

Budget: Estimé à 170 millions de florins néerlandais (environ 77,143 millions d'euros)

Intensité ou montant de l'aide: Aide au fonctionnement liée au contrat, plafonnée à 9 % (4,5 % pour les navires de petite dimension et pour la transformation navale)

Durée: Jusqu'au 31 décembre 2000

Autres informations: Engagement des autorités néerlandaises de veiller à ce qu'il n'y ait pas cumul d'aides dépassant le plafond commun

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE**Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection**

(2000/C 184/06)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Date d'adoption de la décision:	16.5.2000
État membre:	Allemagne
Numéro de l'aide:	N 180/2000
Titre:	Aide à la formation initiale de mousSES
Objectif:	Formation de mousSES dans la navigation intérieure
Base juridique:	Richtlinie für die Gewährung von Beihilfen zur Ausbil- dungsförderung in der deutschen Binnenschifffahrt
Budget:	6 135 503 euros (12 millions de DEM)
Intensité ou montant de l'aide:	50 % des coûts totaux de la formation avec un plafond de 50 000 DEM par personne pour la durée totale de la formation de bateliers (3 ans)
Durée:	1.1.2000-31.12.2003
Autres informations:	Les entreprises de navigation intérieure doivent être établies dans le domaine de validité de la loi fondamentale allemande et exercer des transports avec leurs propres bateaux ou des bateaux affrétés, affermés ou loués. L'apprenti doit avoir un contrat d'apprentissage sur un bateau de navigation intérieure et avoir sa résidence prin- cipale dans le domaine de validité de la loi fondamentale allemande. Il doit faire une formation de bateliers selon les critères reconnus par l'État.

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE**Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection**

(2000/C 184/07)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Date d'adoption de la décision:	3.5.2000
État membre:	Espagne (Castilla y León)
Numéro de l'aide:	N 693/99, N 697/99, N 698/99
Titre:	Régime d'aides à l'emploi (mise en exécution des lignes directrices communautaires pour l'emploi)
Objectif:	Création nette d'emploi
Base juridique:	Orden de la Consejería de Industria, Comercio y Turismo por la que se convocan las ayudas económicas para fomentar la contratación indefinida, la transformación de contratos temporales en indefinidos, la integración de desempleados en sociedades anónimas y sociedades de responsabilidad limitada, la contratación indefinida de técnicos de prevención de riesgos laborales, la contratación por sustitución de ausencias en la empresa, los nuevos yacimientos de empleo y la contratación del primer trabajador
Budget:	1 480 millions de pesetas espagnoles (8,89 millions d'euros)
Intensité ou montant de l'aide:	360 000 pesetas espagnoles (2 163 euros)/embauche à 900 000 pesetas espagnoles (5 409 euros)/embauche
Durée:	2000-2006

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE**Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection**

(2000/C 184/08)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Date d'adoption de la décision:	31.3.2000
État membre:	Espagne (Asturies)
Numéro de l'aide:	N 673/99
Titre:	Subvention régionale en faveur de Asetra
Objectif:	Aider une association regroupant des entreprises de transport routier et urbain à mettre en place un système d'information et de services dans le domaine des transports
Base juridique:	Resolución de 5 de marzo de 1998 del Instituto de Fomento Regional por la que se establecen las bases reguladoras para la concesión de ayudas de la Iniciativa PYME de desarrollo empresarial
Intensité ou montant de l'aide:	Cette mesure ne constitue pas une aide d'État
Durée:	Versement unique

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids

Prolongation de la validité de l'encadrement communautaires des aides d'État en faveur de l'environnement

(2000/C 184/09)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

La Commission a adopté en 1994, l'encadrement communautaire des aides d'État en faveur de l'environnement ⁽¹⁾. Par décision de la Commission en date du 22 décembre 1999, la validité de cet encadrement a été prolongée jusqu'au 30 juin 2000 ⁽²⁾. Le 28 juin 2000, la Commission a décidé de prolonger cette validité jusqu'au 31 décembre 2000.

⁽¹⁾ JO C 72 du 10.3.1994, p. 3.

⁽²⁾ JO C 14 du 19.1.2000, p. 8.

Avis d'ouverture d'un réexamen des mesures antidumping applicables aux importations dans la Communauté de télécopieurs personnels originaires de la République populaire de Chine, du Japon, de la République de Corée, de Malaisie, de Singapour, de Taïwan et de Thaïlande

(2000/C 184/10)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

La Commission a décidé de sa propre initiative d'ouvrir un réexamen intermédiaire, conformément à l'article 11, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 384/96 du Conseil ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 905/98 ⁽²⁾ (ci-après dénommé «le règlement de base»), des mesures antidumping en ce qui concerne les importations de télécopieurs personnels originaires de la République populaire de Chine, du Japon, de la République de Corée, de Malaisie, de Singapour, de Taïwan et de Thaïlande. Ce réexamen couvrira tous les aspects de la procédure.

1. Produits

Les produits sont les télécopieurs personnels originaires de la République populaire de Chine, du Japon, de la République de Corée, de Malaisie, de Singapour, de Taïwan et de Thaïlande. Ces produits ont été définis par le règlement (CE) n° 904/98 du Conseil ⁽³⁾ comme étant des télécopieurs pesant 5 kilogrammes ou moins et mesurant (largeur × profondeur × hauteur), pour l'élément essentiel, 470 mm × 450 mm × 170 mm ou moins, à l'exclusion des télécopieurs recourant aux technologies d'impression par jet d'encre, *laser* ou LED (diode électroluminescente), relevant du code NC 8517 21 00, ci-après dénommés «télécopieurs personnels» ou «produit concerné».

Comme indiqué au point 3, l'enquête aura notamment pour objet de voir si la définition du produit figurant ci-dessus est encore appropriée, afin d'identifier les télécopieurs personnels actuellement vendus sur le marché de la Communauté.

Le code NC visé ci-dessus n'est donné qu'à titre purement indicatif.

2. Mesures existantes

Les mesures actuellement en vigueur sont les droits antidumping définitifs institués par le règlement (CE) n° 904/98, ci-après dénommé «le règlement».

3. Motifs du réexamen

Depuis l'institution des mesures antidumping, la Commission a surveillé de près l'évolution des importations totales du produit concerné dans la Communauté. D'importantes évolutions ont ainsi été observées au niveau de la configuration des échanges entre les pays tiers et la Communauté, tant sur le plan du volume des importations que sur le plan des prix à l'importation, ce qui atteste d'un changement de circonstances.

En outre, certains développements techniques et technologiques sont apparus, notamment au niveau de la technologie d'impression utilisée et de l'apparence physique du produit concerné. À cet égard, l'industrie communautaire a fait valoir, éléments de preuves à l'appui, que la définition d'origine du produit, mentionnée au point 1 du présent avis, avait été rendue caduque par un changement de circonstances consécutif à ces développements, en particulier la technologie de l'impression, qui a considérablement évolué depuis le premier examen.

En outre, il a été prétendu que les mesures antidumping avaient perdu de leur efficacité, de petites modifications aux produits ayant permis leur importation sous des codes NC non soumis aux mesures. Pour ces raisons, un réexamen complet des mesures en vigueur semble justifié.

4. Procédure

Ayant conclu, après consultation du comité consultatif, qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'un réexamen intermédiaire, la Commission a entamé une enquête, conformément à l'article 11, paragraphe 3, du règlement de base. La présente enquête déterminera s'il est nécessaire de prolonger, supprimer ou modifier les mesures existantes.

a) Observations sur la définition du produit

Les parties concernées, notamment celles qui ont coopéré à l'enquête ayant débouché sur l'institution des mesures existantes, objet du présent réexamen, sont invitées à présenter leurs commentaires sur la définition du produit et à fournir des détails quant aux spécifications techniques de tous les télécopieurs personnels, qu'ils remplissent ou non les critères définis dans le règlement (CE) n° 904/98, dans le délai prévu au paragraphe 5, point b).

b) Questionnaires

Afin d'obtenir les informations qu'elle juge nécessaires pour son enquête, la Commission enverra des questionnaires aux producteurs communautaires, à leur association représentative dans la Communauté, aux producteurs-exportateurs et à tous les importateurs et organisations d'utilisateurs qui ont coopéré à l'enquête ayant débouché sur l'institution des mesures existantes, objet du présent réexamen. Dans le même temps, une copie du questionnaire sera adressée à toute association représentative connue de producteurs-exportateurs ou d'importateurs.

Les autorités des pays exportateurs recevront la liste des producteurs-exportateurs notoirement concernés, ainsi qu'une copie du questionnaire.

Les parties concernées qui n'ont pas coopéré à l'enquête ayant débouché sur l'institution des mesures existantes, objet du présent réexamen, sont invitées à prendre immédiatement contact avec la Commission afin de savoir si elles sont concernées par le réexamen, auquel cas elles sont tenues de demander une copie du questionnaire dès que possible et, en tout cas, dans les quinze jours suivant la publication du présent avis au *Journal officiel des Communautés européennes*. Toute demande de questionnaire sera adressée par écrit à l'adresse mentionnée ci-dessous et indiquera les nom, adresse, numéros de téléphone, de télécopieur et/ou de télex de la partie intéressée.

⁽¹⁾ JO L 56 du 6.3.1996, p. 1.

⁽²⁾ JO L 128 du 30.4.1998, p. 18.

⁽³⁾ JO L 128 du 30.4.1998, p. 1.

c) *Informations et auditions*

Toutes les parties intéressées pouvant prouver qu'elles sont susceptibles d'être affectées par le résultat de cette enquête sont invitées à faire connaître leur point de vue par écrit et à fournir des éléments de preuve à l'appui.

En outre, la Commission entendra les parties intéressées, pour autant qu'elles en fassent la demande par écrit et prouvent qu'il existe des raisons particulières de les entendre.

d) *Choix du pays tiers à économie de marché*

Conformément à l'article 2, paragraphe 7, du règlement de base, la Corée est envisagée comme choix approprié de pays tiers à économie de marché aux fins de l'établissement de la valeur normale pour la République populaire de Chine. Les parties intéressées sont invitées à présenter leurs commentaires à ce sujet dans le délai spécifique précisé au point 5 c) du présent avis.

e) *Statut de société opérant en économie de marché*

Pour les producteurs-exportateurs chinois faisant valoir, en fournissant des éléments de preuve suffisants à l'appui, qu'ils opèrent dans les conditions d'une économie de marché, c'est-à-dire qu'ils remplissent les critères fixés à l'article 2, paragraphe 7, point c), du règlement de base, la valeur normale sera déterminée conformément à l'article 2, paragraphe 7, point b), dudit règlement. Les producteurs-exportateurs ayant l'intention de présenter une demande dûment étayée doivent le faire dans le délai spécifique prévu au point 5 d), du présent avis. La Commission enverra un formulaire de demande à tous les producteurs-exportateurs connus des produits concernés en République populaire de Chine ainsi qu'aux autorités chinoises.

f) *Intérêt de la Communauté*

Pour déterminer s'il n'est pas contraire à l'intérêt de la Communauté de prolonger, supprimer ou modifier les mesures existantes, l'industrie communautaire, les importateurs, leurs associations représentatives, les organisations représentatives des utilisateurs et des consommateurs, pour autant qu'elles montrent qu'il existe un lien objectif entre leur activité et le produit concerné, peuvent, dans le délai général fixé au point 7 a), du présent avis, se faire connaître et fournir des informations à la Commission, conformément à l'article 21 du règlement de base. Il convient de noter que toute information présentée en vertu de l'article 21 ne sera prise en considération que si elle a été simultanément étayée par des éléments de preuve concrets.

5. Délaisa) *Délai général*

Les parties intéressées peuvent se faire connaître, présenter leur point de vue par écrit ainsi que des informations, qui, pour être pris en considération au cours de l'enquête, seront présentés, sauf indication contraire, dans les quarante jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel des Communautés européennes*. Les parties intéressés

peuvent également demander à être entendues par la Commission dans le même délai. Ce délai s'applique également à toutes les parties intéressées qui ne sont pas connues de la Commission; il est donc dans leur intérêt de prendre immédiatement contact avec cette dernière.

b) *Délai spécifique aux observations relatives à la définition du produit*

Des commentaires dûment étayés sur les changements de la définition d'origine du produit, telle que mentionnée au point 1 du présent avis, doivent être présentés par écrit dans un délai de vingt et un jours suivant la date de publication du présent avis au *Journal officiel des Communautés européennes*.

c) *Délai spécifique concernant le choix du pays tiers à économie de marché*

Les parties à l'enquête qui souhaitent présenter des observations sur le choix de la Corée, envisagée, comme mentionné au point 4 d) du présent avis, comme pays tiers à économie de marché approprié aux fins de l'établissement de la valeur normale pour la République populaire de Chine, doivent le faire dans les dix jours suivant la publication du présent avis au *Journal officiel des Communautés européennes*.

d) *Délai spécifique aux demandes de statut d'une économie de marché*

Les demandes dûment étayées concernant le bénéfice du statut de société opérant en économie de marché, mentionné au point 4 e) du présent avis, doivent être présentées par écrit dans les vingt et un jours suivant la publication du présent avis au *Journal officiel des Communautés européennes*.

e) *Délai spécifique à la soumission des questionnaires*

Les réponses aux questionnaires, tels que mentionnés au point 4 b) du présent avis, doivent être présentées par écrit dans un délai de trente-sept jours suivant la date d'envoi des questionnaires.

Adresse de la Commission

Commission européenne
Direction générale «Commerce»
Directions C et E
(DM 24 — 8/38)
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
[Télécopieur (32 2) 295 65 05
Télex: 21877 COMEU B].

6. Défaut de coopération

Lorsqu'une partie intéressée refuse l'accès aux informations nécessaires ou ne les fournit pas dans les délais prévus au point 5 du présent avis ou fait obstacle de façon significative à l'enquête, des conclusions, positives ou négatives, peuvent être établies sur la base des données disponibles, conformément à l'article 18 du règlement de base. S'il est constaté qu'une partie intéressée a fourni un renseignement faux ou trompeur, ce renseignement n'est pas pris en considération et il peut être fait usage des faits disponibles.

Notification préalable d'une opération de concentration**(Affaire COMP/M.1884 — Mondi/Frantschach/AssiDomän)**

(2000/C 184/11)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 27 juin 2000, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1310/97 ⁽²⁾, d'un projet de concentration par lequel la société Mondi Holding GmbH (Autriche), appartenant à Anglo American Group, acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), dudit règlement, le contrôle de l'ensemble de Frantschach AG (Autriche) et de plusieurs sociétés appartenant à AssiDomän AB (Suède), par achat d'actions.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

- Mondi Holding GmbH: *holding* de sociétés européennes du papier et du matériel d'emballage,
- Frantschach AG: fabrique du papier et du matériel d'emballage,
- AssiDomän: fabrique du papier et du matériel d'emballage.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération de concentration notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 4064/89.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopieur ou par courrier, sous la référence COMP/M.1884 — Mondi/Frantschach/AssiDomän, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction B — Task-force «Concentrations»
Rue Joseph II 70
B-1000 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 43 01/296 72 44].

⁽¹⁾ JO L 395 du 30.12.1989, p. 1.
JO L 257 du 21.9.1990, p. 13 (rectificatif).

⁽²⁾ JO L 180 du 9.7.1997, p. 1.
JO L 40 du 13.2.1998, p. 17 (rectificatif).

Notification préalable d'une opération de concentration**(Affaire COMP/M.1982 — Telia/Oracle/Drutt)**

(2000/C 184/12)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 26 juin 2000, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1310/97 ⁽²⁾, d'un projet de concentration par lequel Telia AB (Suède), contrôlée par l'État suédois, et Oracle Corporation (États-Unis), acquièrent, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), dudit règlement, le contrôle conjoint de Drutt Corporation par achat d'actions dans une société nouvellement constituée sous forme d'entreprise commune.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

- Telia AB: active dans le domaine des télécommunications,
- Oracle Corporation: active dans le domaine des logiciels de gestion de l'information,
- Drutt Corporation: propose un portrait Internet sans fil.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération de concentration notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 4064/89.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopieur ou par courrier, sous la référence COMP/M.1982 — Telia/Oracle/Drutt, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction B — Task-force «Concentrations»
Rue Joseph II 70
B-1000 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 43 01/296 72 44].

⁽¹⁾ JO L 395 du 30.12.1989, p. 1.
JO L 257 du 21.9.1990, p. 13 (rectificatif).

⁽²⁾ JO L 180 du 9.7.1997, p. 1.
JO L 40 du 13.2.1998, p. 17 (rectificatif).

Communication aux opérateurs du secteur de la banane

(2000/C 184/13)

Objet: demandes d'enregistrement des opérateurs pour l'année 2001.

1. Les articles 5 et 8 du règlement (CE) n° 2362/98 de la Commission du 28 octobre 1998 portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 404/93 du Conseil en ce qui concerne le régime d'importation de bananes dans la Communauté ⁽¹⁾ prévoient l'introduction des demandes d'enregistrement pour les opérateurs traditionnels comme pour les nouveaux arrivés, avant le 1^{er} juillet auprès des États membres. Les mêmes articles disposent que les opérateurs doivent communiquer en même temps aux autorités nationales compétentes les pièces justificatives nécessaires pour la définition selon le cas de leur référence quantitative ou de leur allocation annuelle.
2. À l'heure actuelle, les conditions dans lesquelles les importations seront opérées pour l'année 2001 ne sont pas connues mais il est à envisager que des modifications seront apportées au régime d'importation actuel.
3. En conséquence, il est conseillé aux opérateurs de conserver et de tenir à la disposition des autorités nationales compétentes tout document attestant leur activité dans le commerce de la banane mais de ne pas introduire jusqu'à nouvel ordre des demandes d'enregistrement.

⁽¹⁾ JO L 293 du 31.10.1998, p. 32.

AVIS

Le 6 juillet 2000 paraîtra dans le *Journal officiel des Communautés européennes* C 187 A le «Catalogue commun des variétés des espèces agricoles — Quatrième complément à la vingt et unième édition intégrale».

Pour les abonnés, l'obtention de ce Journal officiel est gratuite à concurrence du nombre et de la (des) version(s) linguistique(s) de leur(s) abonnement(s). Ils sont priés de retourner le bon de commande ci-dessous, dûment rempli avec indication de leur numéro «matricule d'abonnement» (code apparaissant à gauche de chaque étiquette et commençant par: O/.). La gratuité et la disponibilité sont assurées pendant un an à compter de la date de parution du Journal officiel concerné.

Les intéressés non abonnés peuvent commander contre paiement ce Journal officiel auprès du bureau de vente compétent pour leur pays ou de l'Office des publications officielles des Communautés européennes, service «vente», L-2985 Luxembourg, qui transmettra au bureau de vente concerné.

BON DE COMMANDE

**Office des publications officielles
des Communautés européennes**

Service «vente»
2, rue Mercier
L-2985 Luxembourg

Je suis abonné au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Mon numéro de matricule est le suivant: O/.

Veuillez me faire parvenir l' (les) . . . exemplaire(s) gratuit(s) du **Journal officiel C 187 A/2000**, au(x)quel(s) mon (mes) abonnement(s) me donne(nt) droit.

Je commande, contre paiement, . . . **exemplaire(s) supplémentaire(s)**.

Langue(s):

Je ne suis pas abonné au *Journal officiel des Communautés européennes* et commande, contre paiement, . . . **exemplaire(s)**.

Langue(s):

Nom:

Adresse:

.....

Date: Signature: